

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SEINE-ET-MARNE
(Création : 1796)

RAPPORT ANNUEL 2015



Viva Day du 9 juin 2015 - parc culturel de Rentilly à Bussy-Saint-Martin

Directrice : Isabelle RAMBAUD, conservatrice générale du patrimoine
Sous-directrices : Cécile FABRIS, conservatrice en chef et Pauline ANTONINI, conservatrice
du patrimoine

INTRODUCTION

Chargées de la collecte, de la conservation, du traitement et de la valorisation des archives produites dans le cadre géographique de la Seine-et-Marne, les Archives départementales sont installées depuis 1990 dans les locaux construits spécifiquement à leur usage à Dammarie-lès-Lys.

Plusieurs événements, d'ordre différent, sont à signaler au cours de l'année 2015.

Les Archives ont d'abord été particulièrement marquées par une **crise sanitaire importante** : des développements de moisissures, constatés début mars, ont touché environ 700 mètres linéaires de documents répartis sur plus d'une vingtaine de magasins. Les mesures de confinement de la contamination et de stabilisation des conditions thermo-hygrométriques, les investigations biologiques et techniques pour identifier les causes, les mesures correctrices en interne et l'accompagnement de prestataires (dépoussiérage et conditionnement, études) ont largement mobilisé les équipes tout au long de l'année 2015.

Parallèlement, une communication spécifique a été mise en place afin de sensibiliser les élus du Département ainsi que l'État (Ministère de la Culture, DRAC et préfecture), informer les lecteurs et engager la recherche de financements spécifiques (État et réserves parlementaires).

La situation est stabilisée au terme de l'année et la salle de lecture a pu rouvrir partiellement au public à partir du mois d'octobre, après 5 mois d'interruption. Les opérations à mener pour revenir à une situation saine et pérenne vont néanmoins se poursuivre dans les mois et années à venir.

L'année a également vu un **renouvellement de l'Assemblée départementale** (2 avril) avec un changement de majorité. Les modifications du personnel politique et administratif subséquentes ont pu entraîner un certain ralentissement dans la prise de décision et la mise en œuvre des politiques en cours, qui ont été suspendues (le projet d'administration Viva77 par exemple) ou restent pour certaines à redéfinir (schéma départemental informatique et archivage électronique). À la fin de l'année 2015, le poste de Directeur général adjoint Éducation, Culture, Tourisme, Jeunesse et Sports, dont dépendent les Archives départementales, est vacant.

Les **réformes territoriales**, avec la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et les effets de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, engagent fortement les Archives départementales pour le suivi des archives liées à des missions transférées et celui des fusions ou transformations de collectivités.

Le **Projet Scientifique et Culturel** (PSC), dont l'élaboration collective avait débuté en 2014, a été finalisé. Ce programme pour les 5 ans à venir est organisé autour de trois axes majeurs, qui se déclinent en près d'une centaine d'actions :

- Répondre aux attentes des publics.
- Assurer la collecte, la conservation et le traitement du patrimoine écrit du Département.
- Renforcer la place des Archives départementales dans le réseau des organisations administratives, des institutions culturelles et scientifiques.

Présenté au bureau des élus de la majorité en novembre, le PSC a été voté par l'Assemblée départementale à la séance du 18 décembre 2015.

Sur le plan scientifique et culturel, l'année a été marquée par l'inauguration de la nouvelle exposition itinérante du Mobil'Histoire77, « *Nous, les Seine-et-Marnais. Histoires*

d'une population en mouvement », et la publication d'un dossier conçu avec l'association Génériques, « *Étrangers et immigrés en Seine-et-Marne* », également mis en ligne sur le site Odysseo.generiques.org.

La diffusion du patrimoine seine-et-marnais à un plus vaste public est également passée par la signature le 9 juillet d'une convention avec la société NotreFamille.com qui souhaite réutiliser les données de l'état civil numérisé et les mettre à la disposition des internautes avec une indexation nominative.

Les Archives départementales, par ailleurs et dans le cadre du plan national de valorisation des registres matricules, travaillent à la réalisation de leur indexation pour compléter la mise en ligne déjà effective sur le site départemental.

1- MOYENS

1.1. Moyens financiers

Les crédits de fonctionnement ont atteint en 2015 la somme de 242 505 euros.

Les crédits d'investissement se sont élevés à 26 843 euros, dont une partie a servi à acquérir des documents auprès de libraires, de particuliers ou dans le cadre de ventes publiques.

Les crédits de rémunération du personnel et ceux concernant l'informatique, les moyens généraux, l'entretien du bâtiment et le mobilier sont gérés directement par les Directions du Département concernées.

En matière budgétaire, il importe de signaler en 2015 le vote au moment de la décision modificative numéro 1 d'une autorisation d'engagement à hauteur de 800 000 euros pour financer les opérations de conservation rendues nécessaires par la crise sanitaire. Les premiers crédits de paiement, de 200 000 euros, sont inscrits au budget 2016 car le budget primitif 2015 a permis de financer les actions d'urgence (achat de matériel notamment) – d'autres actions initialement programmées ayant été annulées ou reportées.

1.2. Personnel

Le personnel des Archives compte 54 postes (dont 5 postes État), mais 4 postes ont été vacants toute l'année (1 État, 3 Territoriaux), 1 poste territorial est vacant depuis le 1^{er} août et 1 poste État l'a été jusqu'au 1^{er} juillet (retour d'une disponibilité).

Ces 54 postes correspondent à 51,9 ETP théoriques mais les vacances de postes et absences non remplacées amènent à un **total réel d'ETP de 46,93** pour 2015, répartis sur le service Administratif et technique et les 2 Sous-directions, « Conservation et collections » et « Communications et publics ».

À ce personnel s'ajoutent les 5 agents du Service GAIA, qui sont statutairement rattachés à la Direction des Archives départementales de Seine-et-Marne mais qui travaillent plus largement pour les 16 services d'Archives départementales utilisateurs du logiciel GAIA.

Le service a par ailleurs accueilli en 2015 :

- 2 apprentis (service Gaia) ;
- 2 stagiaires pour une durée de 25 jours ;
- 1 stagiaire de découverte de collègue d'une semaine ;
- 3 vacataires pour une durée de 210 heures ;
- 1 service civique pour une durée de 7 mois ;
- 7 personnes effectuant des Travaux d'Intérêt Général, pour une durée totale de 90 jours.

Au-delà des formations individuelles suivies par un certain nombre d'agents, une formation de service a été organisée dans le dernier trimestre : une formation de formateurs de 5 jours dispensée par le CNFPT a été suivie par 11 membres de la Direction. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une formation à l'archivage à destination des services producteurs, qui sera mise en œuvre à partir de 2016.

1.3. Bâtiment

Les travaux réalisés en 2015 sur le bâtiment des Archives départementales, pilotés par la Direction de l'Architecture, des bâtiments et des collèges (DABC), ont représenté un total de 267 310 euros :

- Travaux de mise aux normes de la centrale de traitement d'air.
- Changement des sondes thermo-hygrométriques des magasins.
- Changement des fauteuils de la première rangée de l'auditorium.
- Sécurisation des fenêtres oscillo-battantes.

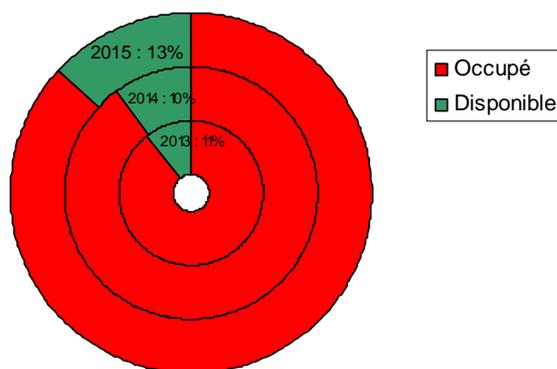
2- COLLECTIONS

2.1. Accroissements

Les entrées de documents en 2015 s'élèvent à environ **183 mètres linéaires** (ml). Ce chiffre est en forte baisse par rapport à 2014 (403 ml), en raison du contexte particulier. À la suite du déclenchement de la crise sanitaire dans les magasins en mars, les versements ont été suspendus pour le reste de l'année 2015. Seuls ont été accueillis quelques fonds privés pour lesquels aucun délai n'était envisageable (vente de bâtiment par exemple).

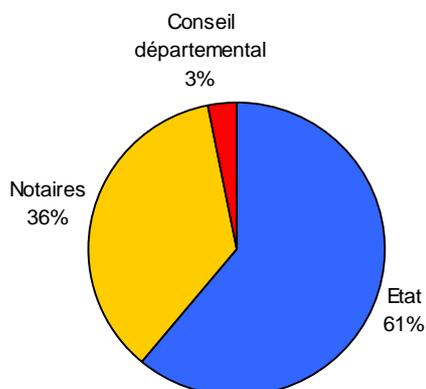
- 55,07 ml d'archives publiques (338,33 en 2014 et 295,13 ml en 2013) ;
- 99,35 ml d'archives privées (22,91 ml en 2014 et 46,69 ml en 2013) ;
- 28,5 ml d'ouvrages de bibliothèque, de périodiques, de titres de presse et de publications officielles (42,52 ml en 2014 et 35,23 ml en 2013).

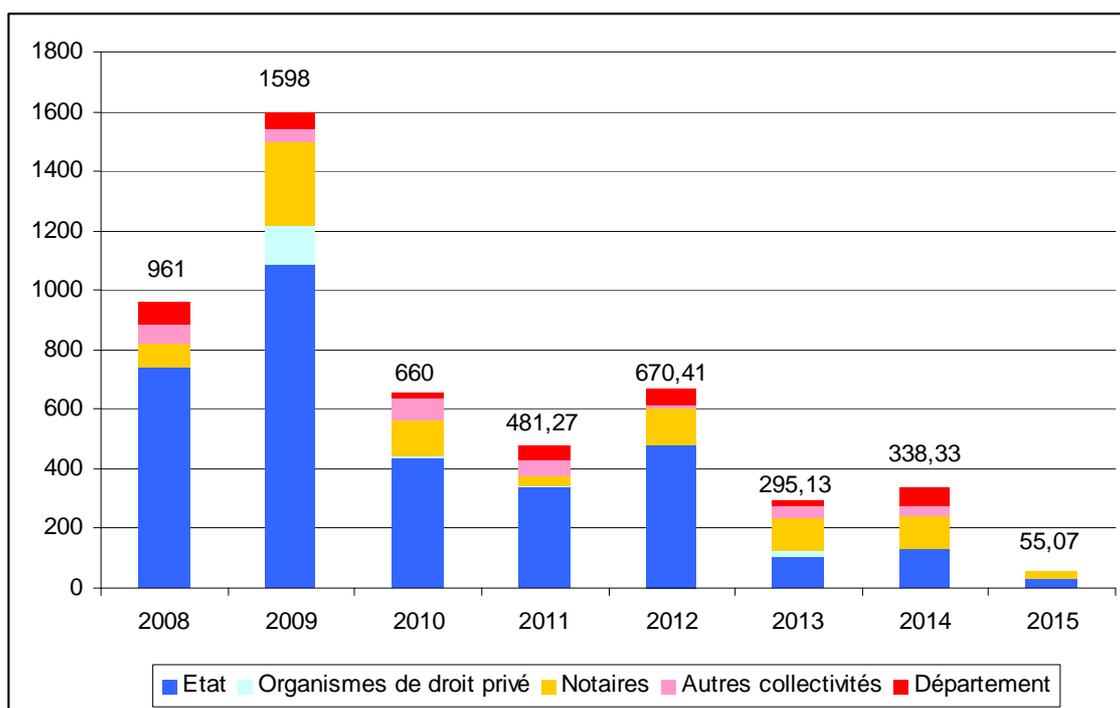
L'occupation du dépôt s'élève à 39 723,92 ml au 31 décembre 2015, en baisse par rapport à 2014. Un très important pilon de 1 459,80 ml a en effet été réalisé grâce à une reprise d'arriéré. 271,42 ml de rayonnages métalliques ont en outre été installés dans un magasin non encore équipé et sont venus accroître la capacité totale. Le stockage disponible à la fin de l'année 2015 s'établit ainsi à 6 010,70 ml (4 502,69 au 31 décembre 2014).



En matière d'archives publiques, les entrées se sont élevées à 55,07 ml :

- Archives des services du Département : 1,70 ml.
- Archives des services déconcentrés et opérateurs de l'État : 33,67 ml.
- Archives notariales : 19,7 mètres linéaires, correspondant au versement d'une étude.
- Archives des collectivités locales autres que le Département : aucun dépôt cette année.





Bilan des entrées d'archives publiques en mètres linéaires

Concernant **les archives administratives**, la collecte provient de seulement six services de l'État ou du Département. Le Cabinet du Président du Conseil départemental et la Direction générale adjointe de l'éducation, de la culture, du tourisme, de la jeunesse et des sports ont procédé aux versements de leurs archives en raison des élections départementales de mars qui ont amené un changement de majorité et un renouvellement des équipes.

L'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) a fermé son établissement situé à Melun et déménagé sur le site de Savigny-le-Temple. Un travail préparatoire mené avec le Service des archives administratives, judiciaires et pénitentiaires a néanmoins permis le versement d'un vrac de 5 ml.

Depuis mars, un tableau récapitulatif des versements en attente est tenu à jour dans l'objectif d'organiser la reprise des versements dès que possible. Il est à noter que les volumes sont importants notamment pour les Services fiscaux (130 ml) et les tribunaux (255 ml).

Pour **les archives notariales**, un seul versement a été fait : 19,7 ml de minutes datant de plus de soixante-quinze ans de l'étude notariale de Mitry-Mory.

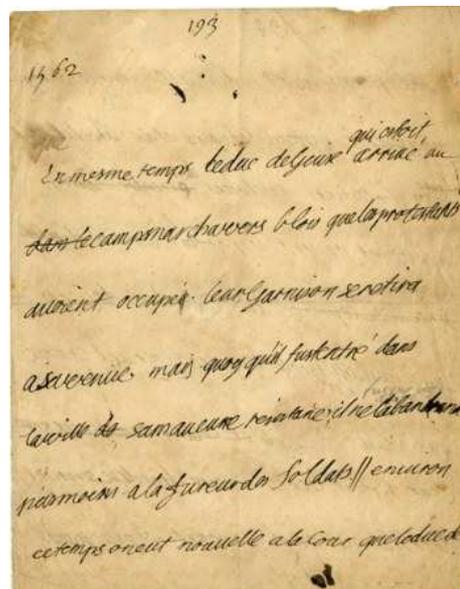
En matière d'**archives d'origine privée**, malgré la vacance du poste de l'archiviste référent durant toute l'année 2015 et la crise sanitaire, quelques entrées de fonds ont été réalisées. Les plus importantes peuvent être signalées : le fonds Christian de Bartillat, éditeur des Presses du Village décédé en 2012 (70 ml), le fonds Pierre Eberhart, érudit local de Lagny (25 ml), ou encore les archives d'Abel Leblanc, journaliste au journal *La République* prêtées par la famille pour être numérisées. Les entrées de pièces isolées se sont par ailleurs maintenues : 31 documents acquis par achat ou don.

Plusieurs documents ont été achetés lors d'enchères publiques ou auprès de particuliers. Parmi les acquisitions les plus notables figure le fonds de la seigneurie de Marolles-sur-Seine,

acquis lors d'une vente en juillet 2015. Cet achat est venu compléter d'autres archives du même fonds acquises quinze ans plus tôt. Le fonds est essentiellement constitué de pièces de parchemin dont la plus ancienne remonte à 1302. Un autre achat remarquable a été réalisé lors de la vente aux enchères Ader Nordmann « Lettres et manuscrits autographes » du 26 novembre 2015 : le devoir du grand Dauphin sur les guerres de religions corrigé par Bossuet.



198 J 7, Seigneurie de Marolles :
grandes lettres patentes portant création de deux foires annuelles, 1631



J1172, Le devoir du grand Dauphin corrigé par Bossuet, [vers 1670-1680]



IJNUM9, La correspondance entre Abel Leblanc et sa femme Andréa, 1917

Les **collections iconographiques** ont été enrichies de 2 003 documents unitaires (nouvelles entrées et reprises d'arriérés non cotés), auxquels il faut ajouter environ 0,35 ml de vrac conditionné en cartons et appartenant à un fonds entré en 2015.

Les « nouvelles » entrées se répartissent ainsi : 1 524 documents photographiques tout support, 153 cartes postales, 41 plans, 137 estampes et dessins, 9 affiches, documents auxquels il faut ajouter 139 planches de l'herbier scolaire de Vimpelles [mi XIX^e-mi XX^e s.].

L'enrichissement des collections iconographiques se fait par achat ou par don. En 2015, le secteur iconographie a soumissionné dans 3 ventes aux enchères.

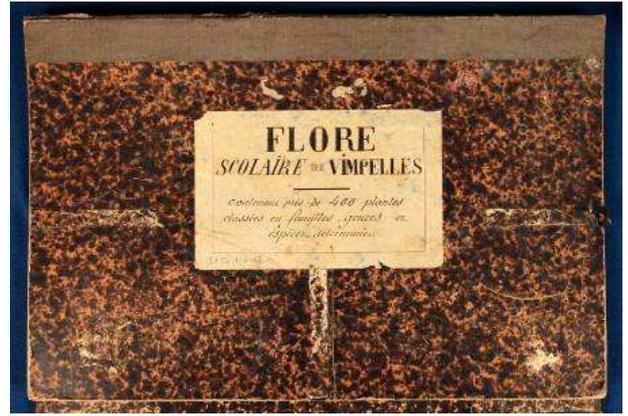
Parmi les entrées, on peut citer le bel ensemble de 5 albums de Jacques Coutrot, maire de Mormant, compilant des souvenirs de sa carrière d'escrimeur et couvrant la période 1912 à 1950.



90 Fi 1/24 – Spigarolli (italien) et Coutrot, 1933



90 Fi 1 / 107 – Coupures de presse, février 1924



91 Fi – Herbar scolaire de Vimelles

La **collection des publications** s'est accrue d'environ **28,5 ml** : 318 achats de livres, 87 dons de livres et brochures de moins de 100 pages, une trentaine de documents issus de la reprise d'arriéré (brochures, plaquettes, littérature grise).

La politique d'acquisition de la bibliothèque pour l'année 2015 a particulièrement mis l'accent sur 3 thématiques :

- L'histoire de la musique et des musiciens, en lien avec le cycle de conférences des Rendez-vous du mardi.
- La Première guerre mondiale, en lien avec les commémorations du centenaire de la Grande Guerre.
- L'histoire de l'immigration, en lien avec l'exposition du Mobil'Histoire77, « *Nous, les Seine-et-Marnais : histoire d'une population en mouvement* ».

Parmi les acquisitions rares, remarquables ou insolites, on peut citer « *Souvenirs de Fontainebleau* », [Fontainebleau] : Édition Denecourt, [1860], n.p. Acquis lors d'une vente aux enchères, ce petit album de format oblong possède une couverture en bois de genévrier de la forêt de Fontainebleau et contient des lithographies des constructions du domaine de Fontainebleau.



16°2697, « Souvenirs de Fontainebleau »

Les abonnements aux **périodiques** se maintiennent : presse locale (13 ml), revues locales et revues professionnelles (3,08 ml). L'accroissement des périodiques et de la presse est

légèrement inférieur à 2014 car les Archives départementales ont reçu moins de bulletins municipaux en 2015.

Le service a par ailleurs reçu en don, par l'intermédiaire des Archives départementales du Loiret, 227 numéros du *Bulletin climatologique mensuel du département de Seine-et-Marne* donnés par le Centre départemental de Météo-France du Loiret qui a fermé (0,44 ml).

La collecte des bulletins municipaux, associatifs et paroissiaux se poursuit par une démarche volontaire auprès des producteurs de ces documents.

Les **publications officielles**, constituées des *Recueils d'Actes Administratifs du Conseil général* et des *Journaux officiels*, constituent toujours un faible accroissement (4,5 ml).

Les Archives départementales collectent enfin **des études et mémoires, des travaux d'érudits** locaux reçus sous forme de dactylogramme (cote 100J) : 16 relevés d'état civil compilés par les associations de généalogistes, 3 mémoires universitaires, 10 travaux d'érudits ont été collectés en 2015.

2.2. Traitements

2.2.1. Classement et description

En matière d'**archives administratives et judiciaires**, l'essentiel des traitements réalisés en 2015 a porté sur la gestion de la crise sanitaire : un examen approfondi a été mené sur les documents des magasins contaminés, de façon à identifier si certains seraient éliminables. Le sort final d'un certain nombre de documents conservés depuis longtemps n'est en effet pas renseigné, tandis que de nouvelles circulaires de tri ont pu modifier celui d'autres fonds. Dans tous les cas, une analyse des bordereaux de versement et une reprise de la réglementation sont nécessaires. Des éliminations sont également envisageables en reprenant l'arriéré pour lui appliquer les principes du *Cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publiques* publié en juillet 2014.

Par ailleurs, un important travail de reprise d'analyses a été réalisé sur les sous-séries d'archives des Affaires militaires (4R, 5R, 6R, 7R et 8R) afin de compléter l'instrument de recherche partiel « Affaires militaires : Service de la Préfecture – Recrutement – Services de l'Armée (1798 à 1995) » finalisé en 2014.

Le Service **des archives notariales, communales et intercommunales** a poursuivi le travail de mise à plat de l'ensemble des fonds notariés démarré en 2013. Ce travail de révision de l'ensemble des fonds doit aboutir courant 2016 à la mise en forme homogène de la totalité des instruments de recherche établis par le service et à leur mise en ligne. Il vise également à parfaire l'historicité des études grâce notamment à une reprise de la filiation des notaires ou encore par le contrôle des périodes considérées jusqu'alors comme lacunaires. En effet, au sein des fonds notariés, il est assez courant de constater l'absence de minutes pour certaines périodes dans les instruments de recherche alors que les minutes considérées comme lacunaires sont présentes physiquement dans le fonds.

En parallèle, le Service des Archives notariales a également poursuivi le traitement des fonds nouvellement entrés, ainsi que l'intégration des documents issus de la série « E continu » aux fonds des études. Ont ainsi été repris les inventaires de vingt-quatre études notariales (535 pages), correspondant à un métrage linéaire minimum traité de 60 ml.

Enfin, comme chaque année, une nouvelle édition actualisée du *Dictionnaire des notaires et des études de Seine-et-Marne* a été mise à la disposition du public en salle de lecture et sur le site Internet des Archives départementales.

Concernant **les archives communales et intercommunales**, aucun dépôt n'a été réalisé cette année en raison de la crise sanitaire. Néanmoins, une mise à plat des fonds communaux similaire à celle des fonds notariés a été entreprise début septembre afin de résorber l'arriéré de classement. Actuellement 3 fonds communaux ont été entièrement classés et les instruments de recherche correspondant mis en ligne. L'objectif fixé pour 2016 est d'atteindre la mise en ligne de 20 fonds communaux classés et valorisés.

Dans le domaine des **archives privées**, l'absence prolongée de l'archiviste référent a ralenti les classements. Les traitements suivants peuvent néanmoins être signalés :

- le traitement des achats et pièces isolées (38 unités décrites) et reprise d'arriéré concernant certaines pièces isolées (55 unités traitées) ;
- le classement et l'inventaire, réalisé par un vacataire de L'École nationale des Chartes, des archives de la Seigneurie de Marolles-sur-Seine (198 J 1-23 ; 1,5 ml) ;
- le classement du fonds de l'Association pour la Sauvegarde de la Basse vallée de l'Ourcq et de ses affluents (295 J 1-32 ; 3,5 ml) ;
- le classement de plusieurs petits fonds d'archives personnelles ou familiales, d'érudit ou d'associations comme le fonds de la fanfare de Courtomer et celui de la famille Pajot, représentant un total de 20,35 ml de petits fonds classés et traités.

Le **secteur iconographique** a poursuivi le traitement des fonds, notamment sur la Première guerre mondiale. Les documents entrés suite à un achat ont tous été traités, ainsi qu'une partie des dons de l'année. Par ailleurs, le renfort d'un agent une demi-journée par semaine sur le traitement des cartes postales non encore décrites a permis une avancée dans la description de cette collection.



12 Finum 12 – Eugène Labarre, sergent observateur, 1915

Concernant les **publications**, le traitement habituel des documents nouvellement entrés dans les collections a été mené tout au long de l'année pour les rendre disponibles auprès du public dans les meilleures conditions. Le dépouillement des bulletins d'association et des revues d'histoire locale se poursuit afin d'enrichir la base de données en histoire locale : 227

articles ont été analysés et indexés. Le travail d'inventaire de la presse locale se poursuit également.

La valorisation des publications est passée cette année encore par la réalisation d'une liste récapitulative des nouvelles acquisitions et par celle de bibliographies thématiques à l'occasion des conférences des Rendez-vous du mardi, pour alimenter des rubriques du site Internet ou en lien avec des événements particuliers. Une mise en valeur des collections a été faite sur la page Facebook et le site Internet des Archives départementales à l'occasion du Tour de France 2015.

Les partenariats visant à la valorisation des collections de publications auprès d'un public plus large se sont également poursuivis et enrichis. La collaboration du service à ESAUPE77 (Entente pour la sauvegarde du patrimoine écrit de Seine-et-Marne) se poursuit avec la préparation du changement de portail numérique de cette association, opération dans laquelle les Archives départementales sont activement impliquées. Les relations avec l'association BIB77 (pour la conservation partagée des périodiques) et le réseau SUDOC-PS, qui a la charge du signalement des collections de périodiques et de journaux détenus dans les bibliothèques françaises, continuent. Par ailleurs, les Archives départementales ont alimenté la base de données « XIX^e siècle en mémoires ». Cette base de données vise à faciliter le travail de recherche de la communauté dix-neuviémiste en recensant les mémoires de « niveau M » – DES, maîtrises, DEA, masters – consacrés à l'histoire du XIX^e siècle et conservés dans des bibliothèques publiques françaises.

La **normalisation des termes d'indexation de la base de données BRIARD**, menée par un groupe de travail transversal, s'est poursuivie. L'objectif est d'uniformiser les mots-clés utilisés pour améliorer la recherche des documents. Les travaux menés cette année ont principalement concerné le dictionnaire des auteurs et la préparation de l'intégration dans la base de données du *Thésaurus pour la description et l'indexation des archives locales anciennes, modernes et contemporaines* dans son édition de 2012. Le transfert de termes de l'ancien thésaurus W vers ce nouveau thésaurus pose un certain nombre de questions techniques et archivistiques qui ne sont pas toutes résolues à ce jour.

La réflexion commune sur les règles de description et d'indexation des archives se poursuit également et devrait aboutir à la rédaction de nouvelles procédures internes en la matière.

2.2.2. Conservation, restauration

En matière de conservation matérielle, l'année 2015 a été marquée par une **crise sanitaire** d'ampleur qui a nécessité une gestion de crise spécifique et a fortement impacté l'activité de tous les services de la Direction.

Le 5 mars 2015, lors d'une inspection des documents conservés dans les magasins, un magasinier a découvert dans le magasin 1B des moisissures présentes sur des conditionnements entoilés (pochettes couleur, dos de registres) et a aussitôt donné l'alerte.

Son constat a rapidement été confirmé par la conservatrice en charge des questions de conservation et des investigations complémentaires menées dans les autres magasins ont révélé que 6 magasins sur 40 étaient touchés.

Des mesures ont aussitôt été prises pour confiner les documents contaminés et limiter la propagation des spores par le blocage des communications pour les documents des magasins concernés. Des inspections complètes régulières ont par ailleurs permis de déterminer précisément l'ampleur de la contamination et surveiller son évolution.

Au vu du métrage important de fonds rendus incommunicables et de la nécessaire mobilisation de l'ensemble des équipes sur les opérations spécifiques de prise en charge des collections, la salle de lecture a été fermée au public à partir du début du mois de mai, et les versements ont été suspendus sauf urgence impérieuse.



Registres touchés par des moisissures



Confinement d'un épi

La recherche des causes de la contamination et des solutions à y apporter est passée par le recours à un laboratoire d'analyses spécialisé (Larcroa – Laboratoire d'analyses et de recherches pour la conservation et la restauration des œuvres d'art), par une visite et de nombreux échanges avec Marie-Dominique Parchas, chargée de mission pour les questions de conservation au Service interministériel des Archives de France, et par une collaboration avec Alain Soret, spécialiste du climat dans les établissements patrimoniaux.

Après retour des analyses et audits divers, 700 mètres linéaires de conditionnements (pochettes, reliures, boîtes et cartons à dessin) se sont avérés contaminés, de même que quelques documents, répartis dans 24 magasins. Cette contamination était cependant peu active et la progression a été endiguée dès le mois de mai. Les prélèvements et mises en culture microbiologiques ont toutefois révélé une situation préoccupante avec la présence sur l'ensemble des collections de spores susceptibles de donner lieu à de nouveaux développements.

La cause du dysfonctionnement a été rapidement identifiée comme liée aux conditions thermo-hygrométriques dans les magasins, avec une faible stabilité de l'humidité relative et des taux pouvant dépasser de façon importante les normes admises (taux supérieurs à 70% à l'été 2014). La centrale de traitement de l'air est en cause, en raison :

- de sa conception d'origine : une seule centrale en toiture gérant mal les besoins différenciés de 40 magasins répartis sur 10 niveaux dont 2 niveaux semi-enterrés ; des gaines de ventilation en magasins ne couvrant pas toute la surface et amenant à l'existence de zones mortes ;
- des dérives de son fonctionnement et de sa maintenance : puissance globale réduite de moitié ; système de déshumidification inadapté ; débit d'air insuffisant : filtrage fortement sous-dimensionné ; aucun nettoyage des gaines.

Pour parer à l'urgence, de petits déshumidificateurs mobiles ont été installés dans les premiers magasins contaminés dès le 10 mars, remplacés par 8 appareils de grande capacité à

partir de début avril. Leur nombre est passé à 16 dans la dernière semaine de mai, puis à 40 dans la semaine du 20 juillet (un par magasin). Ils sont restés en fonctionnement jusqu'au début du mois de janvier 2016 et ont permis une stabilisation des conditions thermo-hygrométriques. Le vidage quotidien des bacs et la désinfection très régulière de l'ensemble du dispositif a mobilisé un ETP de juillet à décembre.

En parallèle, un nouveau système de suivi des conditions thermo-hygrométriques a été installé au début du mois de juin dans les magasins et tous les espaces où des documents peuvent être entreposés (salle de tri, local quarantaine mais aussi salle de lecture). Cette installation Testo-Saveris comporte un report automatique des mesures et des dépassements de seuils, qui permet un contrôle en temps réel et améliore ainsi la réactivité d'intervention quand nécessaire.

Ces différents points ne sont bien entendu que des éléments d'une opération plus vaste dans laquelle la Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges du Département et la Direction des Archives départementales ont travaillé de concert pour stabiliser la situation, intervenir sur les collections touchées et préparer une solution pérenne pour l'avenir.

Des travaux nombreux ont été réalisés sur les installations techniques, de la pose de filtres au changement de la batterie froide, en passant par l'augmentation de la puissance et des débits d'air, le réglage des registres et l'équilibrage des colonnes d'air. Ils ont permis de retrouver début 2016 une situation globalement satisfaisante et stable, permettant d'envisager sans inquiétude majeure les mois à venir en attendant la réalisation des travaux de grande ampleur qui doivent permettre de mettre l'ensemble du système à niveau.

Une étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage doit être réalisée en 2016 pour analyser les différents scénarios techniques et organisationnels.

Les interventions sur les collections ont consisté en avril et mai à retirer en interne les pochettes contaminées pour environ 250 mètres linéaires de documents, qui ont également été dépoussiérés et reconditionnés, puis stockés jusqu'à la fin de l'année dans un magasin jusque là inoccupé.

Cette opération a été menée de façon transversale par tous les agents des Archives départementales organisés en équipes d'intervention, équipés du matériel de protection adéquat et selon un protocole précis destiné à éviter les contaminations croisées.



À partir de l'automne le même travail de dépoussiérage et conditionnement a démarré sur les 400 mètres linéaires de registres concernés, mené cette fois par le prestataire titulaire du marché ad hoc, la société Filigrane. Il doit se poursuivre en 2016, de même que le

dépoussiérage et le conditionnement des documents sur lesquels il n'y a pas eu de développement de moisissures mais qui sont fragiles face aux spores en raison de leur absence de conditionnement et de leur empoussièremment. Cette opération a nécessité une très forte mobilisation du service magasinage-conservation dans la phase de préparation pour aménager les locaux d'intervention et pour libérer et désinfecter en magasin les rayonnages destinés à recevoir les documents reconditionnés. La phase de réalisation de la prestation est tout aussi exigeante, avec la sortie et réintégration des documents d'une part, et le suivi de leur localisation et de leur description dans la base de données d'autre part.



Registres infectés en attente de traitement



Zone de dépoussiérage des documents



Confection d'une chemise sur mesure en papier neutre pour un registre



Registres conditionnés

Le magasin 8C a été choisi pour accueillir les registres traités par la société Filigrane. Pour cela, le service Magasinage-Conservation a procédé dans un premier temps à l'élimination des documents à pilonner en 2015, puis les documents des épis 1 à 20 ont été relocalisés au magasin 8A afin de vider la moitié du magasin, dont les rayonnages ont pu être désinfectés.

À cette occasion, la gestion de l'espace a été optimisée : des serre-livres ont été installés pour éviter une déformation des registres rangés à la verticale ; un espace suffisant a été laissé entre les étagères et sur chaque étagère pour une meilleure prise en main du document au moment de sa communication.

Pour l'ensemble de l'année 2015, 5 258 registres ont été pris en charge par le prestataire pour un montant de 68 998,02 euros TTC.



Rayonnages prêts à recevoir les registres



Registres traités par la société Filigrane et localisés au magasin 8C

À la fin de l'année 2015, la situation est donc stabilisée, avec des collections dont la prise en charge est en cours, des conditions thermo-hygrométriques stabilisées et surveillées désormais en continu de façon plus efficace.

Les défis restant à relever sont néanmoins nombreux :

- poursuivre et terminer la prise en charge des documents ayant fait l'objet d'un développement de moisissures et de ceux qui portent des spores et ne sont pas protégés par un conditionnement ;
- accompagner l'étude technique qui doit déterminer le meilleur parmi plusieurs scénarios, au nombre desquels figure la possibilité de réaliser une extension du bâtiment sans attendre sa saturation (prévisible désormais aux environs de 2030) ;
- accompagner les travaux de remplacement de la centrale de traitement d'air et d'amélioration de l'étanchéité des magasins (murage des fenêtres, remplacement des trappes de désenfumage), et assurer la gestion concomitante des fonds dans des conditions de sûreté, de sécurité et de conservation satisfaisantes ;
- dépoussiérer l'ensemble des magasins et des fonds ;
- déployer et maintenir dans le temps de nouvelles procédures de prise en charge et gestion des fonds.

D'ores et déjà la préparation de ces étapes ultérieures est en cours, avec la mesure de l'ensemble des 80 000 registres et 36 000 liasses sans conditionnement du dépôt qui a été réalisée en quelques semaines grâce à une mobilisation de l'ensemble des agents de la Direction ; ou encore avec un récolement précis complet en cours de tous les documents avec

leurs caractéristiques de conditionnement, conservation et communication en vue des déménagements à venir pour permettre la réalisation des travaux.

Cette situation exceptionnelle a également été l'occasion de revoir les modes de travail, qui doivent désormais être pérennisés.

L'entrée de documents comportait déjà un contrôle des conditions sanitaires et un passage éventuel en local quarantaine. Elle s'accompagne désormais systématiquement d'un dépoussiérage complet des fonds avant leur entrée en magasin.

Une étape préalable a en outre été ajoutée à ce circuit avec la mesure des taux d'hygrométrie des documents et un séjour en zone d'assèchement si nécessaire.



La communication des documents est également un point de risques potentiels dans le maintien de conditions de conservation optimales, la salle de lecture ayant été rouverte au public le 5 octobre. Le contexte particulier a amené à introduire une nouvelle procédure de dépoussiérage systématique des documents après vérification de leur taux d'humidité relative et avant de les communiquer. 63,4 ml de documents ont été dépoussiérés dans ce contexte et 9 ml reconditionnés. Cette procédure est toutefois très contraignante pour la préparation des documents et repose sur une réservation obligatoire et une limitation drastique du nombre de documents communicables à un même lecteur. L'enjeu des mois et années à venir va donc être d'arriver à pérenniser cette amélioration de la chaîne de conservation, obligatoirement jusqu'à ce que l'ensemble du dépôt ait été dépoussiéré et idéalement au-delà, sans pour autant pénaliser trop lourdement la communication.

La prise en charge efficace de cette crise a été possible grâce à la mobilisation de l'ensemble des équipes, qui sont souvent sorties de leur rôle habituel pour mener dans les meilleurs délais les actions nécessaires de dépoussiérage, de conditionnement, de mesures, de réglages de déshumidificateurs, etc. Cette intervention du personnel a été très encadrée pour assurer la sécurité et validée par un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail exceptionnel. La Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges, et notamment le chargé d'opération pour le site des archives, a fait preuve d'une réactivité et d'une implication remarquable, prenant toute la mesure des enjeux de la conservation.

Il faut enfin signaler le soutien fort apporté par le Service interministériel des archives de France, avec l'accompagnement technique de Marie-Dominique Parchas et avec les encouragements et la visite dès le mois de mai du directeur, Hervé Lemoine, qui a pu à cette occasion rencontrer le président du Conseil départemental.

L'attribution d'une subvention de 150 000 euros (DRAC) pour contribuer aux opérations de dépoussiérage est également à noter comme un point particulièrement positif en attendant les réponses des parlementaires sollicités au titre de leur réserve.

Les difficultés rencontrées sur le plan sanitaire et la perspective de devoir déménager les collections ont également amené à des actions spécifiques fortes pour la **gestion de l'espace**.

Une **destruction de documents** conséquente a été menée entre mars et novembre : 1 459,80 ml ont été pilonnés, sans commune mesure avec les opérations des années précédentes (140 ml en 2013, 117 ml en 2014). Pour les documents extraits de magasins

contaminés, un protocole de transport entre les magasins et la benne a permis d'éviter toute dispersion des spores. Chaque espace libéré a été désinfecté à l'alcool à 70°, de même que les chariots ayant transporté les archives à détruire. Les magasiniers ont été équipés de matériel de protection pour remplir cette mission. Cette pratique de dépoussiérage et désinfection des tablettes est désormais appliquée de façon systématique lorsque des espaces sont libérés.

Le magasin 5D, qui était jusqu'alors non équipé a fait l'objet d'un traitement particulier pour disposer d'un **métrage linéaire supplémentaire** sans problématique sanitaire. L'équipement d'une partie du magasin avait été programmée pour la fin de l'année, avec l'installation de 271,42 ml de rayonnages métalliques par la société Bruynzeel en décembre, selon un aménagement suivant les *Règles de base pour la construction et l'aménagement d'un bâtiment d'archives d'octobre 2009 de la Direction des Archives de France*. Avant cette installation, la pièce a été vidée et a fait l'objet d'un dépoussiérage approfondi par aspiration sur le sol et le plafond, les néons, les baguettes électriques, les têtes de détection incendie, les boîtes de secours, le boîtier de diffusion de l'alarme incendie et les 3 fenêtres.

La société Hygiène Office est ensuite intervenue pour réaliser une désinfection de contact par application de surface et une désinfection de volume d'air par nébulisation à froid. Cette opération a duré 2 jours, pour un montant de 3 786,00 euros TTC. Elle permet d'envisager la reprise de versements prioritaires dans un magasin sain où la propagation de spores devrait être évitée grâce à la présence de filtres adaptés sur les bouches d'air, à la condamnation des fenêtres, et à l'entrée exclusivement réservée à des fonds entièrement dépoussiérés.



L'aménagement de ce magasin doit se poursuivre en 2016, avec 571,92 mètres linéaires de rayonnages supplémentaires, et en 2017 pour atteindre un métrage total d'environ 1100 à 1200 ml comme dans les autres magasins.

Au cours de cette année très particulière, le service Magasinage-Conservation a également réceptionné 19 **versements**, dont 20,2 mètres linéaires ont été reconditionnés.

Il a enfin assuré le suivi de la **restauration** du *Publicateur de l'arrondissement de Meaux* (PZ17/57 à PZ17/76), qui a pu être terminée. La restauration de *L'Abeille de Fontainebleau* (PZ1/1 à PZ1/10) a débuté. Au total 7 005 feuillets ont été restaurés par l'Atelier Quillet pour un montant de 10 474,08 euros TTC. Un nouveau marché de restauration devrait être notifié en 2016 pour poursuivre la restauration des collections de presse destinées à une numérisation et mise en ligne.

2.3. Informatisation et numérisation

2.3.1. Informatisation

Le Service des Méthodes et traitements informatiques (SMTI) a continué en 2015 à participer aux différentes réflexions sur la mise en place de l'archivage électronique.

Le Service s'est également impliqué dans des projets internes à la Direction des Archives nécessitant des actions spécifiques, tels que notamment le début d'une étude d'organisation d'une photothèque.

L'accompagnement des agents des Archives à l'utilisation du logiciel métier GAIA et l'exploitation de la base de données constituée au moyen de ce logiciel pour décrire l'ensemble des documents d'archives a été perpétué :

- Formation des nouveaux agents.
- Accompagnement des services sur besoins spécifiques.
- Réponse aux sollicitations ponctuelles des agents du site par la constitution et l'exécution de requêtes d'exploitation des données.
- Fourniture d'éléments statistiques sur l'évolution des données de description des documents d'archives et les communications.

Le service a également assisté le Service de Photographie et Numérisation :

- Suivi des corrections d'anomalies signalées par les lecteurs pour la consultation des documents d'archives numérisés.
- Chargement et sauvegarde des fichiers issus des opérations de numérisation.
- Définition des éléments techniques de l'indexation nominative des registres matricules militaires.

Une mise à jour des images, des données et du moteur de recherche en ligne sur le site Internet des Archives départementales a été réalisée en février 2015, pour permettre la recherche et la consultation par les internautes des documents d'archives numérisées devenant communicables cette année. Par ailleurs, le service s'est vu déléguer par la Direction de l'Innovation et de l'e-administration la conduite d'un marché public pour l'hébergement de la partie « consultation de documents » du site Internet des Archives (archives numérisées, données descriptives, applicatif de recherche et de visualisation). La procédure n'a cependant pu aboutir en raison de difficultés administratives et une nouvelle consultation a été lancée en fin d'année par la Direction de l'Innovation et de l'e-administration.

Pour la réutilisation des données publiques, le service a répondu à de nombreuses demandes et a été particulièrement sollicité sur la fourniture d'actes d'état civil et de recensements de population (environ 700 Go) dans le cadre de la convention avec la société NotreFamille.com.

D'un point de vue matériel, au-delà de l'exploitation quotidienne habituelle des serveurs du site, le service a assuré son rôle de correspondant de la Direction des Systèmes d'information, avec une implication particulière lors de l'installation des sondes de contrôle des données thermo-hygrométriques en magasins.

Enfin, le projet mené par la Direction des Systèmes d'information de remplacement des serveurs des Archives départementales se poursuit (réflexion et élaboration de procédures,

tests). À ce titre, le SMTI a pris en charge la recopie des fichiers d'archives numérisées (16 To) conservés sur bandes LTO pour les charger sur disques durs.

2.3.2. Numérisation et reproductions

En 2015, une prestation externe a permis de numériser 153 144 pages de registres d'état civil des greffes des tribunaux, venant compléter la collection déjà numérisée.

Par ailleurs, suite à la convention passée le 14 novembre 2014 entre le Département et la Chambre Syndicale des Géomètres Experts de Seine-et-Marne (UNGE 77), 4 329 plans de remembrement agricole ont été numérisés. Le coût de cette opération a été entièrement pris en charge par l'UNGE 77, la Direction des Archives départementales ayant de son côté assuré la préparation des documents.

L'atelier de numérisation interne a réalisé la numérisation de 4 260 pages et pièces isolées de documents d'archives (registres, photographies, cartes postales, etc.). 4 193 copies de documents d'archives ont été effectuées, répondant en grande majorité aux demandes des notaires.

Des interventions de graphisme et de signalétique ont également été réalisées, ainsi que des travaux de mise en page et conception d'images destinées à alimenter le site Internet des Archives départementales.

Certains projets initialement planifiés pour 2015 n'ont pu cependant être réalisés en raison de la mobilisation des agents du service dans les opérations liées à la crise sanitaire.

2.3.3. Archives électroniques

Le projet de mise en place d'un **système d'archivage électronique pour le Département** de Seine-et-Marne (SAE) n'a pas été relancé en 2015. Les projets de dématérialisation et d'archivage électronique ainsi que leur accompagnement par la chargée de mission Records management (RM) ont en effet été ralentis en raison de l'alternance politique et l'attente d'arbitrages sur les investissements informatiques.

La dématérialisation des pièces justificatives comptables (poursuite de la dématérialisation de la chaîne comptable) se poursuit néanmoins, avec l'objectif d'aboutir pour le 1^{er} janvier 2017. La chargée de mission RM est associée au groupe de travail, notamment sur la partie analyse des processus documentaires et d'archivage et l'implémentation du système de gestion électronique de documents.

La réflexion interne sur la prise en compte des **archives électroniques historiques** des services producteurs de l'État se poursuit, même si la cartographie des applications métiers utilisés dans les services de l'État n'a pu encore être menée à bien.

L'action en 2015 a principalement porté sur la sensibilisation des services producteurs, par le biais de rencontres et notes destinées à leur rappeler leurs responsabilités, et par la diffusion du vade-mecum « Autoriser la destruction de documents sur support papier après leur numérisation ». Des conseils ont notamment été apportés aux services de la préfecture pour la numérisation des dossiers, et la récupération du RAA dématérialisé a été envisagée.

Le travail important mené avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) s'est poursuivi pour accompagner la dématérialisation du flux et du stock de dossiers individuels et déterminer un échantillonnage à verser des dossiers papiers correspondant au stock numérisé.

2.4. Service GAIA

2.4.1. Moyens financiers

Le montant global des dépenses de fonctionnement du Service GAIA en 2015 a été de 460 043 euros (333 765 en 2014). Ces dépenses ont concerné pour l'essentiel les frais de personnel, les frais généraux de fonctionnement du service. De plus, entre décembre 2014 et octobre 2015, près de 200 000 euros ont été consacrés aux développements concernant l'archivage électronique ainsi que la modernisation du logiciel pour intégrer ces derniers.

Les recettes de fonctionnement se sont élevées à 520 426 euros (313 029 en 2014), constituées de la participation financière des partenaires à hauteur de 301 989 euros. Les crédits supplémentaires sont issus d'une subvention obtenue dans le cadre de l'appel à projet AD-ESSOR ainsi que de reprise de provisions effectuées les années précédentes avec pour objectif des développements sur l'archivage électronique.

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 5 624 euros et ont concerné le renouvellement du matériel informatique du service.

Les recettes d'investissement, constituées par l'amortissement, se sont élevées à 9 365 euros.

2.4.2. Personnel

Pour rappel, le Service GAIA est composé de :

- Quatre techniciens informatiques chargés du développement et de la maintenance du logiciel ainsi que des formations.
- Un ingénieur chargé de la Direction du service.

En matière de formation, tous les agents du service ont suivi le cursus de formateur interne du Département. Ils ont ainsi pu animer dans l'année huit sessions pour 28 agents au total.

Un apprenti a quitté le service fin septembre afin de continuer sa formation. Un nouvel apprenti en licence marketing a été recruté début octobre pour une durée d'un an.

2.4.3. Actions menées en 2015

L'année 2015 a permis de finaliser les premiers développements sur la prise en charge des archives électroniques dans le logiciel GAIA.

Les activités du Service GAIA ont été majoritairement consacrées aux évolutions du logiciel. Des modules très importants ont été développés tels que la prise en charge de bordereaux de versement d'archives électroniques, la refonte du traitement des travaux sur les documents ainsi qu'un nouveau visualiseur d'images.

Un marché de prestation d'aide au développement du logiciel, notifié fin novembre 2014 pour une durée de deux ans a permis d'accompagner l'équipe pour la réalisation de ces développements.

2.4.4. Partenariat

L'animation du partenariat entre Départements a donné lieu à deux réunions plénières du Comité des Utilisateurs, le 27 mai et le 10 novembre à Dammarie-lès-Lys.

Deux groupes de travail ont par ailleurs été organisés entre Départements partenaires :

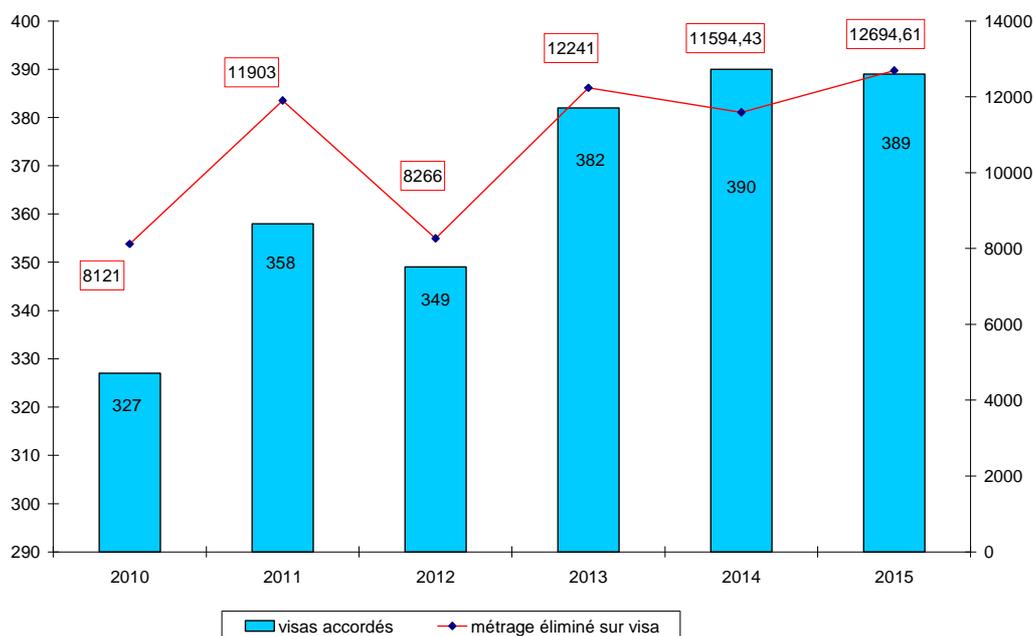
- L'ergonomie du moteur de recherche, le 26 mai.
- Le moteur de recherche – la recherche simple, le 9 novembre.

3-CONTRÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET RECORDS MANAGEMENT

3.1. Éliminations

Dans le cadre du contrôle des bordereaux d'élimination, le métrage linéaire des archives publiques éliminées est en recul, mais de volume très comparable à celui de 2014. 389 visas ont été accordés, ce qui a permis l'élimination de 12 694,61 mètres linéaires.

- 163 bordereaux pour les archives administratives, judiciaires et pénitentiaires, soit 11 567 ml éliminés.
- 226 bordereaux pour les archives communales et intercommunales, soit 1 127,61 ml éliminés.



Les éliminations les plus représentatives sont cette année encore celles de la Chambre régionale des Comptes d'Île-de-France avec 4 195 ml (3 723 ml en 2014) et de la Direction départementale des Finances Publiques (DDFIP) avec 2 496,7 ml (2 392,4 en 2014). Les tribunaux ont quant à eux présenté au visa d'élimination près de 2 905 ml.

3.2. Inspections

3.2.1 Communes

Vingt inspections et visites ont été réalisées dans les communes et les structures intercommunales en application du Code du Patrimoine : dix dans des communes de moins de 2 000 habitants (Courtomer, Étrépilly, Courquetaine, Ozouer-le-Voulgis, Aubepierre-Ozouer-le-Repos, La Chapelle-Gauthier, Saint-Martin-des-Champs, Villeneuve-sous-Dammartin, Touquin et Pézarches), huit dans des communes de plus de 2 000 habitants (Mormant, Lescherolles, Dammartin-en-Goële, Chelles, Collégien, Bray-sur-Seine, Ozoir-la-Ferrière et

Fontainebleau) et deux dans des structures intercommunales (Communauté de communes de Moret, Seine et Loing et Communauté d'agglomération de Marne-et-Chantereine).

3.2.2. Agréments d'entreprises

La société Iron Mountain a sollicité l'agrément du Service interministériel des Archives de France (SIAF) pour son site de Moissy-Cramayel. La directrice a effectué le 10 juin la visite de contrôle nécessaire, et la société s'est vue accorder l'agrément par arrêté du 23 juin.

La société *Recall*, implantée à Compans, a quant à elle sollicité le SIAF pour le renouvellement de son agrément, obtenu en 2011. Une visite de contrôle a été effectuée sur place par la sous-directrice le 4 décembre 2015.

3.3. Visites et conseils

3.3.1. Les producteurs

L'année 2015 a été très active dans l'accompagnement des services producteurs, avec 23 visites réalisées dans des services administratifs.

Un groupe de travail rassemblant une quinzaine d'agents issus des services de traitement des documents, des services chargés de la collecte et des services de communication et valorisation s'est réuni régulièrement en 2015 pour élaborer une formation à l'archivage à destination des services producteurs, « Gérer et archiver ses documents ».

Visant dans un premier temps les services du Département, elle abordera durant une journée les définitions et connaissances théoriques de base sur les archives publiques pour les chefs de service, assistantes et correspondants archives, tandis qu'un deuxième jour à destination des seuls correspondants archives permettra d'approfondir par des mises en pratique la maîtrise des procédures de versement et d'élimination. L'objectif est d'amener les services à mieux comprendre et donc mieux exercer leurs responsabilités, et de permettre au service des archives administratives, judiciaires et pénitentiaires des Archives départementales de travailler plus rapidement et dans de meilleures conditions avec des partenaires formés.

Cette formation sera assurée à partir du printemps 2016 en binôme par un groupe de onze personnes qui ont suivi à cet effet une formation de formateurs. Les Maisons départementales des solidarités devraient être les premières bénéficiaires de cette offre.

Dans un deuxième temps, la formation pourra être déployée auprès des services de l'État et des communes et intercommunalités.

3.3.2. Rencontre annuelle des archivistes communaux et intercommunaux

Comme tous les ans, les Archives départementales ont organisé une rencontre avec les professionnels des archives communales ou intercommunales en présence des archivistes du Centre départemental de gestion.

La réunion, tenue le 18 juin, a permis de réunir 24 archivistes selon l'ordre du jour suivant :

- La crise sanitaire aux Archives départementales.

- Retour sur le congrès des Archivistes communaux et intercommunaux à Limoges portant sur « Les mutations du métier d'archiviste et de son environnement » – 8 juin 2015.
- Point sur l'actualité et notamment sur la réforme territoriale.
- Questions diverses portant sur les archives en Seine-et-Marne (répartition, subventions, contrôle scientifique et technique, archivage électronique et Projet scientifique et culturel).
- Une partie de la journée a été dédiée à un travail de groupe ayant pour objectif la réalisation de « fiches méthodes » destinées aux petites communes du département. Ces fiches doivent permettre de faciliter l'accès aux notions et aux actions archivistiques pour les petites communes.

3.4. Records management

L'année 2015 a été marquée par la confirmation en février de la mission « Records management » (RM) et de son rattachement hiérarchique à la Directrice des Archives départementales. La lettre de mission signée par la Directrice générale a défini le périmètre de la fonction RM et annoncé le lancement prochain d'un projet de gouvernance de l'information piloté par la Direction générale pour l'ensemble des services du Département. Un premier programme d'actions RM pour 2015/2016 a été validé.

L'investissement de la Direction générale sur cette thématique sera cependant à reconfirmer en 2016 en raison du renouvellement des équipes.

Le chantier de mise à jour du tableau de gestion des archives de la Direction générale adjointe des solidarités (DGAS) a également été poursuivi. Trois Maisons départementales des solidarités (Nemours, Lagny et Meaux) ont servi de pilotes à l'expérimentation de la méthode de mise à jour et de collaboration. La phase d'audit documentaire des pilotes est terminée et un premier tableau de gestion de leurs archives est en cours. Ce tableau servira de référentiel pour la formation « Gérer et archiver ses documents ».

Enfin le groupe de travail transversal mis en place en 2013 en interne aux Archives départementales concernant les pratiques d'archivage de la Direction a poursuivi ses travaux. La synthèse de l'audit des services a été menée à bien, de même que le recensement complet et l'analyse des obligations d'archivage et des documents produits. Le tableau de gestion et le plan de classement qui doivent en être issus seront finalisés au début de l'année 2016 et mis en œuvre par tous les services de la Direction.

L'audit ayant fait apparaître des lacunes en la matière, un travail spécifique a été engagé pour la rédaction de procédures communes et pour clarifier la gestion des fichiers numériques. Il devra être poursuivi en 2016.

4- MISSIONS TERRITORIALES

4.1. Aide aux communes

La politique d'aide **aux communes pour la reliure et la restauration** de leurs archives s'est poursuivie en 2015 : 12 communes ont bénéficié des subventions. La somme globale des subventions attribuées s'élève à 5 658 euros (5 892 euros en 2014).

- Subventions pour la reliure et la restauration d'archives communales à hauteur de 30% (Communes de moins de 5 000 habitants) :

Commune	Population	Coût total des opérations HT. retenues	Montant subvention attribuée	Documents traités
Guérard	2 263	1611,60 €	483 €	Reliure de cinq registres d'état civil (1899-1907 et 1912-1930), et d'un registre de tables décennales (1913-1962).
Pécy	830	1362 €	409 €	Restauration d'un cadastre de 1835 et d'un plan de 1850.
Étrépilly	851	3125,33 €	938 €	Restauration de quatre registres d'état civil (1790-1862).
Orvanne (Moret-sur-Loing)	4 464	464,40 €	139 €	Reliure de trois registres d'état civil de Moret-sur-Loing (1820-1839).
Beton-Bazoches	778	444 €	133 €	Restauration d'un registre paroissial (1546-1664).
Bezalles	239	2037,91 €	611 €	Restauration de quatre registres paroissiaux (1638-1759), d'un registre de délibérations et d'une table décennale (1793-1842).
Jutigny	582	389,80 €	117 €	Restauration d'un plan d'alignement (1867).
Total			2 830 €	

- Subventions pour la reliure et la restauration d'archives communales à hauteur de 15% (Communes de plus de 5 000 habitants) :

Commune	Population	Coût total des opérations HT. retenues	Montant subvention attribuée	Documents traités
Fontainebleau	15 287	4911,90 €	737 €	Restauration de dix-huit cahiers papier du XVIII ^e siècle et de soixante-neuf parchemins des XV ^e et XVII ^e siècles.
Melun	40 491	4600 €	690 €	Restauration de quatre listes électorales (1898-1939), de

Commune	Population	Coût total des opérations HT. retenues	Montant subvention attribuée	Documents traités
				quatre recensements de population (1906-1921), de neuf registres de délibérations (1744-an VIII), d'un arrêt de saisie de la cour (1727), de deux affiches (XIX ^e siècle-XX ^e siècle) et d'un diplôme d'employé de la brasserie Gruber (1907).
Meaux	54 024	4889,83 €	739 €	Restauration de dix-sept registres paroissiaux et d'état civil (1627-1937).
Dammarie-lès-Lys	20 855	1983 €	297 €	Reliure de deux registres d'état civil (1931-1941).
Provins	12 601	9986 €	1000 € plafonnée	Restauration de quatre liasses de chartes médiévales, d'une charte scellée, de deux registres de tables (1539-1808) et d'un registre d'état civil (1806).
Total			3 463 €	

4.2. Aide aux associations

Le Conseil départemental subventionne et soutient les associations d'histoire et de généalogie seine-et-marnaises. Elles sont actuellement au nombre de 65.

En 2015, pour l'aide au fonctionnement des associations, 21 dossiers ont été instruits et retenus, pour un montant total de 10 080 €. Pour l'aide à la recherche et aux chantiers, un dossier a été instruit et n'a pas été retenu car il ne correspondait pas aux critères d'attribution. Enfin, pour l'aide aux projets, 9 dossiers ont été instruits dont 6 retenus, pour un montant de 3 300 €.

Au total, **13 380 €** ont donc été attribués à des associations d'histoire et de généalogie, soit une baisse de 14 100 € par rapport à 2014. Il faut souligner en effet que moins de gros projets ont été présentés cette année.

4.2.1. Aide au fonctionnement

Association	Siège social	Subvention
Société d'histoire de Claye et de ses environs (SHC)	Claye-Souilly	300 €
Crégy-les-Meaux et son histoire	Crégy-les-Meaux	150 €
Association généalogique de Brie-Comte-Robert (AGBCR)	Brie-Comte-Robert	1 000 €

Association	Siège social	Subvention
Association Les Amis de Bourron-Marlotte	Bourron-Marlotte	250 €
Association des Amis de la forêt de Fontainebleau (AAFF)	Fontainebleau	800 €
Association L'Orangerie de Coubert (AOC)	Coubert	400 €
Cercle historique Fontenaisien (CHF)	Fontenay-Trésigny	800 €
Club Histoire et Généalogie de Solers	Solers	500 €
Cercle généalogique de la Brie (CGB)	Meaux	1 000 €
Société historique de Meaux et sa région (SHMR)	Meaux	1 000 €
Société d'histoire et d'archéologie de la Goële (SHAG)	Dammartin-en-Goële	300 €
Association Les Amis du Passé de Mitry-Mory	Mitry-Mory	400 €
Association La Recherche de Nos Ancêtres (LARENA 77)	Dormelles	180 €
Association Les Amis de Moret et de sa région (AMR)	Moret-sur-Loing	500 €
Société d'histoire du Châtelet-en-Brie	Le Châtelet-en-Brie	250 €
Association Histoire, Patrimoine & Environnement Valençois (HPEV)	Valence-en-Brie	300 €
Association historique de Villemaréchal-Boisroux (AHVB)	Villemaréchal	300 €
Cercle généalogique Pontellois-Combalusien	Pontault-Combault	200 €
Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins (SHAAP)	Provins	1 000 €
Association « Les Écoliers de Saint-Loup-de-Naud »	Saint-Loup-de-Naud	200 €
Société historique de Noisy-le-Grand, Gournay-sur-Marne, Champs-sur-Marne et archéologique de Marne-la-Vallée (SHNGC)	Hors département	250 €
Total		10 080 €

4.2.2. Aide aux projets

Association	Titre du projet 2015	Subvention
Association Histoire et Collection	Exposition temporaire « Chauconin-Neufmontiers - d'hier et d'aujourd'hui »	800 €
L'Orangerie de Coubert	Exposition temporaire « Nos Poilus morts pour la France »	200 €

Cercle généalogique de la Brie	Édition d'un livre « Figures locales et illustres méconnus »	800 €
Nanteuil Mémoire 14/18	Édition d'une publication « Hommage aux morts de notre commune : ceux de 15 »	200 €
Association Les Amis du Passé de Mitry-Mory (APM)	Édition d'une brochure « L'Avenir Social »	300 €
Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins	Édition des dessins de Jules Lenoir (XIX ^e siècle) sur Montereau-Fault-Yonne	1 000 €
Total		3 300 €

4.2.3. Journée de rencontre annuelle avec les associations

La 18^e rencontre avec les associations d'histoire et de généalogie s'est tenue le 15 octobre 2015 aux Archives départementales en présence de Patrick Septiers, vice-président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, chargé de la culture et du patrimoine, et d'Isabelle Rambaud, conservatrice générale du patrimoine, directrice des Archives départementales.

Plusieurs associations ont eu l'occasion de présenter leurs publications récentes.

Isabelle Rambaud a réalisé une présentation du dictionnaire de toponymie mis en ligne par le Comité des travaux historiques et scientifiques.

L'association Génériques a présenté la mise en ligne des fiches sur les « Étrangers et immigrés en Seine-et-Marne » dont la version papier a été publiée en 2015 en partenariat avec les Archives départementales.

Maryvonne Braunschweig, Présidente de la délégation territoriale 77 des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, a présenté l'état de ses recherches de recensement des déportés seine-et-marnais.

Enfin, les participants ont eu l'occasion de visiter la nouvelle exposition du *Mobil'Histoire77*.

5- ACTION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

5.1. Accueil du public en salle de lecture, communications, recherches

L'accueil du public en salle de lecture a été très fortement marqué par la crise sanitaire subie par les Archives départementales : le traitement des documents a nécessité la fermeture de la salle du 1^{er} mai au 5 octobre 2015, date de la réouverture, restreinte et très encadrée.

Cette réouverture est partielle : la salle de lecture est ouverte au public deux jours par semaine, les mardis et mercredis. La procédure de consultation est basée sur une réservation obligatoire et un quota maximum de 3 documents originaux par lecteur et par jour. Les réservations s'effectuent obligatoirement une semaine à l'avance par courriel, téléphone ou lors de la venue en salle.

La fermeture prolongée de la salle sur près de la moitié de l'année (5 mois complets) a logiquement entraîné une forte baisse du nombre de lecteurs inscrits : 579 en 2015 (répartis en 244 nouveaux lecteurs et 335 lecteurs déjà inscrits et revalidés pour l'année 2015) contre 1 038 en 2014. Les nouveaux lecteurs représentent 42,1 % des inscrits (50,8 % en 2014).

Toutefois, ramenée à une moyenne mensuelle, la baisse de fréquentation est minime, avec 83 lecteurs validés en moyenne chaque mois en 2015 pour 86 en 2014.

Le nombre de séances de travail (par demi-journée) fait également écho à la fermeture : 1 413 en 2015 en regard des 3 013 de 2014. La comparaison est là encore plus pertinente avec une moyenne mensuelle :

	2014	2015
Janvier à Avril	1 176 séances	955 séances
Mai à Septembre	1163 séances	Fermeture
Octobre à Décembre	674 séances	446 séances
Total	3 013 séances	1 413 séances
<i>Moyenne mensuelle</i>	<i>251 séances</i>	<i>202 séances</i>

De janvier à avril le nombre de séances est inférieur à 2014 avec une baisse de 18,8%. À partir de la réouverture la fréquentation a baissé de près de 34%, en lien, semble-t-il, avec le nombre restreint de jours d'ouverture et/ou le système plus rigide des réservations.

Mais en comparant plus finement et en ramenant le nombre de séances (par demi-journée) au nombre de jours d'ouverture au public on constate que le public était en réalité :

- moins présent en début d'année 2015 qu'en 2014 avec près de 3 séances de moins par jour d'ouverture ;
- plus présent depuis la réouverture d'octobre avec environ 8 séances de plus en 2015 qu'en 2014 à la même période.

	Nombre de séances	Nombre de jours d'ouverture	Ratio
Janvier à avril 2014	1176	79	14,9 séances
Janvier à avril 2015	955	79	12,1 séances
4 ^e trimestre 2014	674	58	11,6 séances
4 ^e trimestre 2015	446	23	19,4 séances

La fermeture n'a donc en rien entamé la fréquentation. Il semble même que l'inverse se soit produit avec une hausse des séances de travail, preuve s'il en faut que le travail en salle de lecture reste irremplaçable pour de nombreux types de recherches.

La généalogie reste une motivation constante de la fréquentation des Archives : cette année près de 40% des lecteurs se déclarent généalogistes, contre 35% en 2014. Elle représente le même pourcentage des recherches déclarées par les lecteurs.

Les recherches scientifiques et culturelles (thèses, recherches universitaires, publications, préparation d'exposition, etc.) affichent une nouvelle diminution pour ne plus représenter que 16,75% des recherches (19,66% en 2014). De leur côté, les recherches à caractère administratif ou professionnelles restent stables par rapport à 2014 à 24%.

Le nombre total de documents communiqués en 2015 s'établit comme suit :

- communications en salle de documents originaux : 3 649 ;
- communications en salle de documents numériques : 7 366.

Soit 11 015 cotes, avec une moyenne de 1 573 documents par mois, contre une moyenne de 2 049 documents par mois en 2014. Les communications en salle, tous types confondus, présentent donc une baisse de 23,20% par rapport à 2014 si l'on regarde les moyennes mensuelles. Mais en comparant le ratio du nombre de documents par rapport aux jours d'ouverture, la baisse est beaucoup moins significative :

	Nombre de documents (tous types confondus)	Nombre de jours d'ouverture	Ratio
Janvier à avril 2014	3273	79	41 documents
Janvier à avril 2015	2762	79	35 documents
4 ^e trimestre 2014	2151	58	37 documents
4 ^e trimestre 2015	836	23	36 documents

Le nombre de documents consultés au 4^e trimestre est similaire en 2014 et en 2015 alors que désormais la consultation est limitée à 3 documents par jour : cela confirme la forte présence des lecteurs en salle, qui contrebalance la restriction de compteur.

Certains types de communications se sont poursuivis malgré la crise sanitaire et la fermeture de la salle. Pour ceux-ci, il est nécessaire de détailler les chiffres, avant, pendant et après la fermeture de la salle :

- les communications administratives de documents originaux : 206 (44 avant la fermeture, 110 pendant la fermeture et 52 après la réouverture) ;
- les mouvements internes de documents originaux (pour répondre notamment aux recherches par correspondance) : 4 094 (2 005 avant la fermeture, 988 pendant la fermeture et 1 101 après la réouverture).

Soit un total de 4 300 cotes et une baisse de 26,4% qui s'explique surtout par l'indisponibilité de nombreux documents.

La situation spécifique en 2015 scinde l'année en 2 voire 3 périodes selon les problématiques, et rend peu significatif un comptage global des communications. En effet, selon que les consultations ont été interrompues ou non (communications en salle ou recherches par correspondance par exemple), les chiffres donnent des renseignements tout à fait différents dont la lecture doit être prudente.

Au-delà de l'espace de consultation consacré aux documents originaux, dont le fonctionnement a été très particulier, les autres espaces ouverts au public sont restés accessibles aux lecteurs sans aucune restriction durant les deux jours d'ouverture hebdomadaire, permettant notamment la consultation libre des documents numériques.

La part globale des consultations numériques poursuit au demeurant sa hausse constante depuis 2012 et se rapproche du chiffre de 2008 qui s'établissait à 69,5%, sans doute du fait de l'élargissement de l'offre numérique accessible uniquement en salle mais pas encore sur Internet.

	2014	2015
Lecteurs ayant fait des consultations numériques	43,35%	36,44%
Lecteurs n'ayant fait que des consultations numériques	13,29%	11,91%
Part des consultations numériques dans l'ensemble des communications	63,05%	66,87%

Les consultations faites sur dérogation aux délais légaux de communicabilité ont été moins nombreuses cette année : 4 demandes ont été présentées pour un total de 4 documents. Un seul demandeur s'est vu refuser le document demandé.

Le service des publics a également assuré la réponse aux **demandes par correspondance** : 1 444 courriers de demande ont été traités, ce qui représente une baisse de près de 8% par rapport à 2014 (1 568 courriers).

Il est remarquable que le nombre des courriers ait baissé malgré la situation exceptionnelle de cette année. En effet, pendant 5 mois, l'accès par correspondance a été le seul possible, hormis la consultation en ligne pour les collections numérisées. De fait, ce moyen de recherche n'a pas été autant exploité qu'on aurait pu s'y attendre.

Les moyennes mensuelles du courrier reçu confirment que les usagers n'ont pas abusé de ce moyen de recherche au moment de la fermeture, mais que les demandes, notamment administratives, ont en revanche repris au moment de la réouverture de la salle.

Moyennes mensuelles	Janvier à Avril	Mai à Septembre	Octobre à Décembre
Recherches administratives et professionnelles	76	72,4	88,3
Recherches scientifiques ou institutionnelles	20	19,8	19,7
Recherches généalogiques ou autres	25	22,8	20,3

Sur l'année, les recherches de nature administrative, toujours majoritaires, s'établissent à 64,5% des recherches, soit 6% de plus qu'en 2014 (58,5%).

Toutefois l'évolution sur l'année est assez notable : les demandes ont été moins nombreuses durant la fermeture de la salle et se sont intensifiées à la réouverture avec en moyenne 12 demandes de plus par mois. Peut-être les professionnels ont-ils associé la fermeture de la salle et l'indisponibilité des fonds avec celle du personnel.

Concernant les demandes présentées par des généalogistes amateurs, la pratique mise en place en 2013 perdure : les demandes qui nécessitent la consultation de documents ne sont pas assurées, mais une vérification de l'accessibilité est toujours effectuée afin de pouvoir indiquer clairement aux demandeurs sous quelles conditions ils peuvent venir eux-mêmes consulter les documents, ou bien à qui s'adresser pour obtenir une aide intermédiaire.

Ces demandes sont en baisse, avec un chiffre de 275, qui représente 19% des demandes globales, soit 4% de moins qu'en 2014. Cette tendance à la baisse a même évolué tout au long de l'année passant d'une moyenne de 25 demandes par mois en fonctionnement normal, à 20 en fin d'année en ouverture partielle.

Les recherches scientifiques baissent également (238 courriers) et représentent 16,5% des demandes, soit environ 2% de moins qu'en 2014. Toutefois elles sont, pour leur part, stables tout au long de l'année avec environ 20 demandes par mois.

Les **échanges de microfilms** avec d'autres services d'Archives départementales se poursuivent à un niveau faible : 1 demande a été traitée pour un lecteur seine-et-marnais, tandis que 6 demandes de prêt de bobines seine-et-marnaises ont été présentées par des lecteurs d'autres départements.

Les administrations ont également adressé un certain nombre de demandes de communications pour consulter des dossiers. Ces **communications administratives** sont reçues par la salle et traitées par le service magasinage. Elles se portent pour 2015 à 143 demandes pour un total de 206 documents communiqués.

La particularité de cette année a été l'indisponibilité de nombreux documents touchés par la crise sanitaire et confinés, qui a amené, pendant plusieurs mois, nombre de demandeurs à recevoir une réponse négative.

5.2. Site Internet

En 2015, le site archives.seine-et-marne.fr a fait l'objet d'un suivi et de mises à jour régulières. Les personnes utilisant le gestionnaire de site *Sématic* sont toujours les médiatrices culturelles pour l'ensemble du site, le responsable du *Mobil'Histoire* pour la gestion de la page « Mobil'Histoire » (rubrique « Action éducative ») et le professeur relais pour la gestion des pages « Ressources en ligne » et « CNRD » (rubrique « Action éducative »).

5.2.1. Évolution du site

La **structure de navigation** du site n'a pas subi d'évolution particulière. Pour ce qui est du contenu, outre la diffusion des actualités de la Direction, les principaux **enrichissements** ont été réalisés dans :

- la rubrique « Inventaires en ligne » : l'inventaire méthodique de la série 5R, 3 inventaires liés aux archives communales et 9 inventaires d'archives privées ;
- la rubrique « Histoire77 » : notices concernant les découvertes thématiques, les sites et monuments et les figures locales ;
- la rubrique « Action éducative » : ressources en ligne du professeur relais, exposition virtuelle « Des Machines et des Hommes » ;
- la rubrique « Culture et Loisirs » : notices sur de nouvelles acquisitions et 16 nouvelles conférences à écouter ou à télécharger.

Les **Archives en ligne** se sont également enrichies en février de compléments de l'état civil ayant atteint leur date de communicabilité en ligne : 20 registres d'état civil de 1883 à 1914, soit 3 979 images numériques.

À la fin de l'année 2015, les **documents accessibles en ligne** se répartissent ainsi :

Documents textuels	Nombre de pages
État civil	4 024 222
Recensements de population	244 086
Tables de succession et absences	45 848
Répertoires et registres de recensement militaire	208 801
Monographies communales	13 884
Autres documents	625
Total	4 652 521

Documents iconographiques	Nombre d'images
Cartes postales	20 460
Plans d'intendance	562
Plans du cadastre napoléonien	10 214
Estampes	2 150
Affiches	473
Dessins et documents illustrés	79
Photographies	83
Total	34 021

On peut également signaler que 22 manuscrits décorés des Archives départementales, pour un total de 2 640 vues, sont en ligne sur la « Bibliothèque virtuelle des manuscrits médiévaux » (Institut de Recherche et d'Histoire des Textes - CNRS).

5.2.2. Fréquentation du site

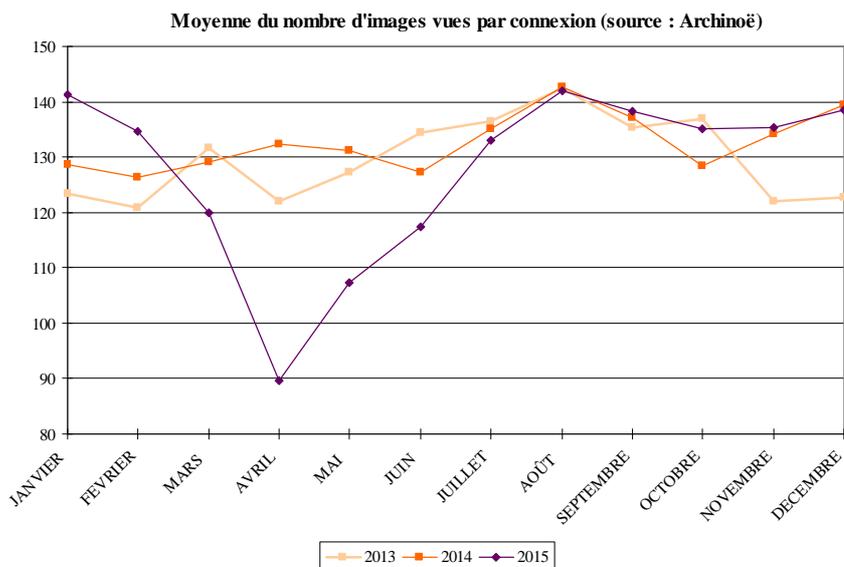
Dans un souci de clarté, seules les informations concernant les 3 dernières années sont ici précisées. L'analyse de la fréquentation du site distingue celle de la consultation des documents d'archives d'une part et celle des contenus éditoriaux d'autre part. Toutefois, les tendances sont les mêmes pour ces deux aspects du site : une baisse de la fréquentation par rapport aux années antérieures.

Il faut souligner qu'en 2015 n'ont été ajoutés que des registres d'état civil ayant atteint leur délai de communicabilité, alors qu'en 2014 de nouvelles et nombreuses archives numérisées ont été mises en ligne (registres matricules).

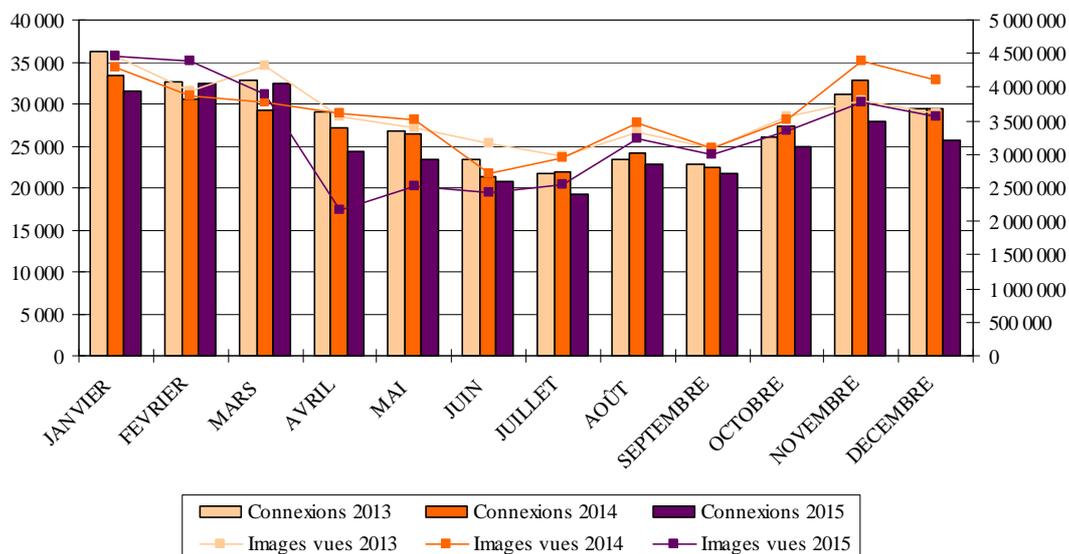
➤ Consultation des documents numérisés en ligne (sur plate-forme Archimaine)

Les chiffres de fréquentation pour l'année 2015 marquent une baisse par rapport aux années précédentes. Si la fréquentation du 1^{er} trimestre est semblable – voire meilleure – à celle des années antérieures, la fréquentation diminue de manière inattendue en avril, coïncidant avec l'annonce de la fermeture de la salle de lecture des Archives départementales. Les chiffres des années à venir permettront de déterminer si une baisse à cette période est un fait exceptionnel.

Excepté la diminution d'avril, les fluctuations du nombre d'images vues et de connexions restent semblables à celles des années antérieures, suivant les effets de saisonnalité : fréquentation et consultation élevées en début d'année, puis en baisse jusqu'en juillet, où le seuil est minimal. Une remontée progressive s'effectue jusqu'à novembre, suivie d'une légère baisse en décembre.



Évolution de la fréquentation de la partie "Archives en ligne" (Source : Archinoë)



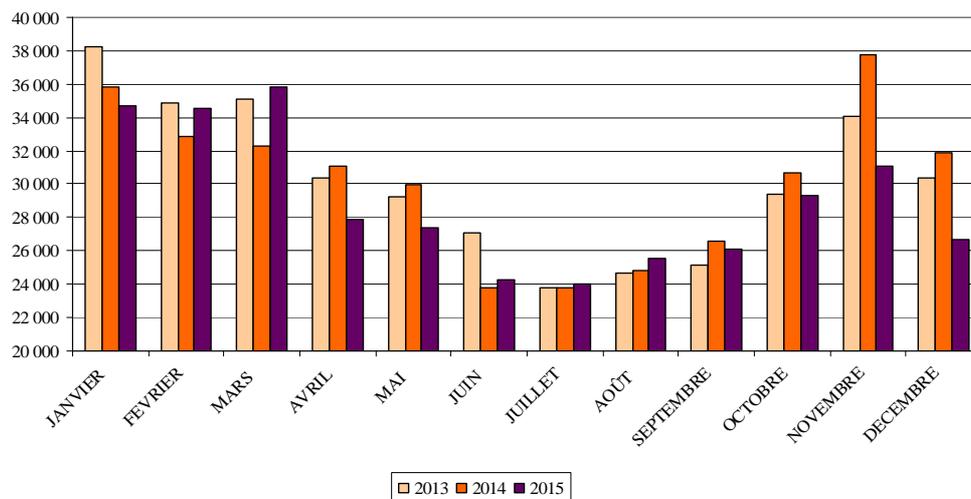
	Nombre de connexions	Évolution par rapport à l'année précédente	Nombre d'images vues	Évolution par rapport à l'année précédente
Janvier	31 517		4 455 464	
Février	32 535		4 377 845	
Mars	32 407		3 888 584	
Avril	24 320		2 179 991	
Mai	23 467		2 516 360	
Juin	20 673		2 426 809	
Juillet	19 154		2 548 456	
Aout	22 759		3 229 548	
Septembre	21 657		2 992 716	
Octobre	24 850		3 354 729	
Novembre	27 852		3 769 925	
Décembre	25 738		3 563 741	
Total 2015	306 929	-6%	39 304 168	-9,19%
Total 2014	326 527	-2,66%	43 281 401	+0,25%
Total 2013	335 447	+2,17%	43 172 161	-4,4%

➤ **Consultation de la partie éditoriale du site Internet**

Pour 2015, la fréquentation globale du site lui-même s'établit à 347 272 visites, effectuées par 174 629 visiteurs, qui ont vu 807 919 pages. Comme pour les archives en ligne, ces chiffres sont moins importants que ceux des années antérieures, particulièrement pour le nombre de pages consultées. Toutefois, l'intérêt pour le site reste constant : le temps passé sur le site, en baisse également, reste important (2 minutes 53 secondes en moyenne) et les 198 895 « returning visitors » représentent 57% des internautes en 2015.

Partie éditoriale	Nombre de visites	Évolution (par rapport à l'année précédente)	Nombre de visiteurs	Évolution (par rapport à l'année précédente)	Nombre de pages vues	Évolution (par rapport à l'année précédente)
Total 2015	347 272	-3,88%	174 629	-2,39%	807 919	-6,18%
Total 2014	361 290	-0,26%	178 902	+16,7%	861 151	+0,33%
Total 2013	362 249	+2,5%	153 298	+1,17%	858 296	+4,43%

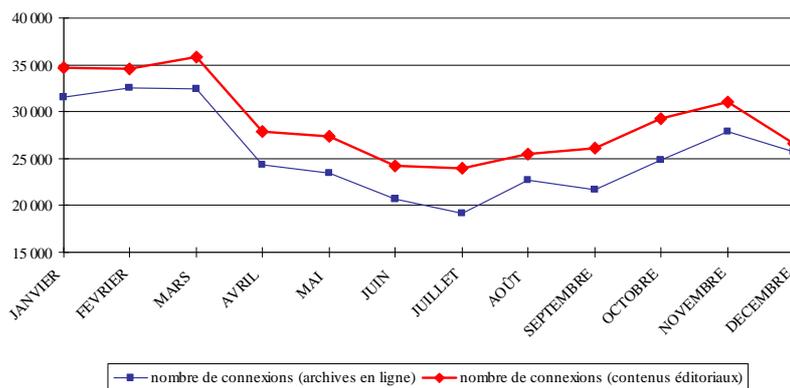
Connexions à la partie éditoriale (Source : Google Analytics)



Comme les connexions aux Archives en ligne, les fluctuations de la fréquentation à la partie éditoriale suivent le même mouvement chaque année, indépendamment des contenus publiés, à l'exception du mois de mars, où le nombre de connexions est très élevé, et du second trimestre, où le nombre de connexions baisse précocement pour atteindre dès juin un niveau proche du seuil de juillet (seuil minimal annuel).

Phénomène observé depuis avril 2010, le nombre de connexions aux archives en ligne est toujours inférieur au nombre de connexions à la partie éditoriale du site. Cela est lié au mode d'accès aux archives en ligne, qui passerait moins par des liens directs et plus par la partie éditoriale du site elle-même.

Comparaison du nombre de connexions aux archives en ligne et aux contenus éditoriaux pour 2015 (source : Archinoë / Google Analytics)



Les caractéristiques de fréquentation notées depuis l’ouverture du site se maintiennent. Les internautes se connectent principalement de France métropolitaine (95,33%) – notamment d’Île-de-France – mais aussi de 146 autres pays (part inférieure à 0,6% par pays). Malheureusement, l’outil d’analyse Google Analytics ne permet pas de quantifier la part précise que représente le public seine-et-marnais, car l’indication géographique correspond au lieu de connexion des fournisseurs d’accès et non au lieu d’habitation des internautes. L’accès au site s’effectue principalement sur ordinateur (93% des visites). Toutefois la part des consultations sur smartphones et tablettes évolue : 4,6% en 2014, elles représentent 7,14 % en 2015.

Comme les années précédentes, les internautes recherchent en priorité la consultation des archives en ligne (7 des 10 pages les plus consultées du site concernent les archives numérisées, soit 63,38% au total), l’accès au site, des informations pratiques sur la salle de lecture des Archives, présentes dans la rubrique « Archives 77 », et des outils de recherche.

428 courriels ont été reçus par le webmestre de la part des internautes, soit 35 courriels environ par mois. L’intérêt des internautes reste constant : comme les années précédentes, ce chiffre est en hausse par rapport au nombre de courriels reçus l’année précédente (403 courriels en 2014). La période de sollicitation la plus importante est le mois de mars (56 courriels) coïncidant avec celle de la plus forte fréquentation du site. Les questions portent en majorité sur la consultation des archives en ligne (mode d’emploi, absence d’archives en ligne, problèmes de lacunes, etc.).

➤ Fréquentation de la page Facebook

Au-delà de ces compléments et enrichissements, les Archives départementales communiquent sur la page Facebook « Archives77 », créée en 2011. La part des visiteurs apportés par les réseaux sociaux reste identique à 2014 : environ 2%. Pourtant, le nombre d’abonnés à la page est passé de 358 en 2014 à 526 en 2015.

Cette augmentation importante est le résultat d’enrichissements quasi-quotidiens effectués par une personne en service civique, Mégane Cantérini, présente de décembre 2014 à juillet 2015. Son intervention sur la page a permis de déterminer plus finement ce qui fonctionne et intéresse le public et de varier les publications : articles liant l’actualité, la Seine-et-Marne et les fonds des Archives, citations, commémorations nationales, tour des communes du département, mois thématiques, vie des archives, devinettes à partir de cartes postales de communes, quizz à partir du vocabulaire briard, etc.

Concernant la modération de la page, un seul commentaire a nécessité une suppression au cours de l’année.

5.3. Public scolaire

La communication relative aux activités éducatives menées par la Direction des Archives départementales et leur promotion reposent essentiellement sur le site Internet des Archives départementales, sur d'autres sites Internet partenaires (Espace Collèges, CRDP, Rectorat, etc.) et sur l'animation de stages et de journées académiques par le professeur-relais et les médiatrices.

En 2015, **14 718 élèves** ont bénéficié des actions du Service des Publics dont 3 824 primaires, **10 520 collégiens** et 374 lycéens.

Ce chiffre comporte néanmoins des approximations, impossibles à éviter à partir des données transmises – ou non – par les établissements scolaires. Il représente une baisse de 66% par rapport à 2014 (22 230 élèves touchés). Cette très forte diminution s'explique par le recul spectaculaire du nombre d'ateliers, lié à l'arrêt de l'itinérance des médiatrices dans les établissements scolaires (pour la deuxième année) et à trois événements majeurs de l'année :

- Le plan *Vigipirate renforcé* suite aux attentats de janvier 2015 ;
- La crise sanitaire des Archives départementales qui a bloqué les communications de documents de mars à octobre 2015 ;
- Le décret de *l'État d'urgence* national suite aux attentats de novembre 2015. Les sorties des établissements scolaires de l'Académie ont été annulées jusqu'aux vacances de Noël, ce qui a obligé à reprogrammer en 2016 les ateliers prévus en novembre-décembre.

5.3.1. Les ateliers pédagogiques

Les ateliers pédagogiques développent des thèmes historiques à partir de l'étude de documents, avec une forte participation des élèves. Animés par un médiateur culturel, ils se déroulent aux Archives départementales. Huit ateliers sont proposés, qui peuvent concerner tous les niveaux scolaires du cycle 3 aux études supérieures :

- *Les Sceaux dans l'histoire* : présentation des sceaux médiévaux.
- *Au pied de la lettre* : découverte des enluminures.
- *Du jardin médiéval au jardin à l'anglaise* : l'art des jardins.
- *Construire la ville* : l'urbanisme en Seine-et-Marne au XX^e siècle.
- *Bienvenue aux Archives* : présentation d'ensemble, chronologique et typologique, des documents conservés aux Archives départementales.
- *Bienvenue aux Archives 14/18* : présentation de documents liés à la Grande Guerre.
- *La gravure au service de l'image (XV^e-XVIII^e siècle)* : présentation des techniques de l'estampe aux Temps Modernes et valorisation des estampes conservées aux Archives départementales.
- *Seine-et-Marnais d'ici et d'ailleurs* : permet d'appréhender les mécanismes de l'immigration à travers des documents d'archives. L'histoire de l'immigration est ainsi abordée à travers l'exemple de la Seine-et-Marne.

Les statistiques suivantes prennent en compte les 4 ateliers menés du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015. Quant à l'année scolaire (1^{er} septembre 2014 au 30 juin 2015), elle totalise 10 ateliers. Ces chiffres marquent une baisse exceptionnelle vis-à-vis des années passées. Ont été accueillies trois classes de primaire et une classe de collège : une classe de CM1, deux classes de CM2 et une classe de 3^e. **104** élèves ont bénéficié d'un atelier en 2015 dont 78 primaires, et **26** collégiens.



Nombres d'ateliers et de participants selon les ateliers et les publics

	Primaire		Collège		Lycée		Autres		TOTAUX	
	Nbre ateliers	Nbre élèves	Nbre ateliers	Nbre élèves	Nbre ateliers	Nbre élèves	Nbre ateliers	Nbre inscrits	Nbre ateliers	Nbre élèves
Les sceaux										0
Au pied de la lettre										0
La gravure ...										0
Bienvenue aux Archives 14-18	2	56	1	26					3	82
Bienvenue aux Archives	1	22							1	22
Les jardins ...									0	0
Construire la ville									0	0
Seine-et-Marnais ...									0	0
TOTAL	3	78	1	26	0	0	0	0	4	104

Ateliers	Nombre d'ateliers 2014	Nombre d'ateliers 2015
<i>Au pied de la lettre</i>	35	0
<i>Les sceaux dans l'histoire</i>	36	0
<i>Du jardin médiéval au jardin à l'anglaise</i>	3	0
<i>Construire la ville</i>	0	0
<i>Bienvenue aux Archives</i>	10	1
<i>Bienvenue aux Archives 14/18</i>	7	3
<i>Seine-et-Marnais d'ici et d'ailleurs</i>	0	0
<i>La gravure au service de l'image</i>	8	0
Total	99	4

Une fiche d'évaluation a été mise en place en septembre 2012 afin d'obtenir des données qualitatives sur les ateliers pédagogiques. Malheureusement, aucun des enseignants ayant bénéficié d'ateliers cette année n'a fait part de son évaluation.

5.3.2. Les ateliers « famille »

En application du Projet Scientifique et Culturel, le service des Publics propose depuis la rentrée scolaire de 2015 des ateliers pour les particuliers durant les petites vacances. Les premiers ont été réalisés les mercredis après-midi des vacances de la Toussaint :

- Atelier « À la découverte des sceaux du Moyen Âge » : 2 adultes et 2 adolescents (13 et 15 ans).
- Atelier « À la découverte de la gravure aux Temps Modernes » : 4 adultes et 6 enfants et adolescents (de 9 à 17 ans).

L'expérience est positive et se poursuivra en 2016. Le bilan de ces ateliers sera évalué à la fin de l'année scolaire. Il est nécessaire en effet que l'offre soit mieux connue afin d'attirer plus de public. Il faut donc poursuivre en ce sens les efforts de communication mis en place pour les ateliers de la Toussaint.



Atelier gravure

5.3.3. Les malles pédagogiques et les expositions itinérantes

Les 19 malles pédagogiques et expositions itinérantes constituent un autre moyen d'aborder des thèmes patrimoniaux, à l'aide de documents, d'activités pédagogiques et ludiques. Ces outils sont mis à la disposition des établissements scolaires gratuitement pour deux semaines. Le nombre de prêts de malles (42) et d'expositions (36) est en baisse (94 prêts pour 2014), et a touché un nombre d'élèves moins important (**12 826** contre 18 299 en 2014).



Exposition 1914/1918

<u>Malles</u>	Prêts 2014	Prêts 2015		
		Primaire	Collège	Lycée
<u>Au pied de la lettre</u>	20	5	10	1
<u>Sceaux Nord et Sud</u>	13	11	6	
<u>Médiéjeu 77</u>	2			
<u>Habitat Rural</u>	1	1	1	
<u>Métiers des Villes, métiers des Champs</u>	1	3	3	1
Sous-Total	37	20	20	2
Total	37	42		

<u>Expositions itinérantes</u>	2014	Primaires 2015	Collèges 2015	Lycées 2015
Des fruits et des hommes	3	1	3	
Les Légumes dans tous leurs états	2	1	3	
La France des Capétiens 1789	2			
<u>Exposition 14/18</u>	21	3	4	1
<u>Affiches de guerre 1914-1918</u>	18	2	4	
<u>39-45, c'était comment la guerre</u>	5		2	1
<u>Affiches 39/45</u>	4	1	2	1
<u>Affiches Guerre d'Espagne</u>	1		1	
Édit de Nantes				
<u>Théâtre du temps 1, 2, 3</u>	3	2	1	
Préfets				
Calligraphie, la beauté d'écrire	4	1	1	1
<u>Le temps des roses</u>				
Sous-total	63	11	21	4
Total	63	36		

Les malles et expositions signalées par une écriture bleue sont des créations de la Direction, les autres sont des acquisitions.

Compte tenu des commémorations liées aux deux guerres mondiales (Centenaire 1914-1918 et 70^e anniversaire de la Libération), les expositions « *Affiches de guerre 1914/1918* » et « *1914/ 1918* » ont été les plus demandées. « *39/45, C'était comment la guerre* » vient logiquement en troisième position.

Les expositions itinérantes sont également empruntées par des mairies, associations ou encore bibliothèques à destination d'un public adulte. 1 528 personnes ont ainsi bénéficié en 2015 des expositions. L'exposition « *Affiches de guerre 39-45* » a été prêtée à la fondation Poidatz (Saint-Fargeau) et à la mairie de Buthiers. L'exposition « *Affiches de guerre 14/18* » a été empruntée par la bibliothèque de Gouaix, le Centre culturel Jacques Prévert de Villeparisis et la mairie d'Échouboulains. L'exposition sur les « *Préfets* » et « *Le temps des roses* » ont été prêtées à la Préfecture de Seine-et-Marne pour les Journées du patrimoine.

Les malles pédagogiques « *Histoire de sceaux* » et « *Métiers des villes, métiers des champs* » ont été empruntées par la mairie de Dammarie-lès-Lys et les malles « *Au pied de la lettre* » et « *Métiers des villes, métiers des champs* » ont été prêtées à la Fondation Poidatz.

5.3.4. L'exposition itinérante du « Mobil'Histoire77 »



L'ancien *Muséobus* a pris le nom de *Mobil'Histoire77* en 2015. Le changement de nom a été formalisé sur le véhicule durant l'été par un partenariat original : les Archives départementales ont fait appel à un collectif de graffeurs pour tagger le nouveau nom sur la remorque.

Le véhicule est un outil pédagogique qui présente une exposition itinérante sur une durée de cinq ans en moyenne. Plus particulièrement destiné aux collégiens, il permet d'aborder un thème historique, en relation avec le programme scolaire, sous un éclairage local, grâce à des reproductions de documents conservés aux Archives départementales, mis en contexte et interprétés dans des panneaux didactiques réalisés par le Service des Publics.

Le véhicule est mis gratuitement à la disposition des collèges pour une semaine, pendant laquelle la visite se fait par l'enseignant seul avec ses élèves, avec un questionnaire à l'appui.

Le *Mobil'Histoire* a connu deux temps cette année : jusqu'en avril a été présentée l'exposition *Des machines et des hommes*, puis une nouvelle exposition a vu le jour à la rentrée scolaire. Avant son démontage, l'ancienne exposition a été photographiée par un prestataire afin d'en proposer une visite virtuelle à 360° sur le site Internet. Elle est également proposée au prêt comme exposition itinérante depuis la rentrée scolaire.

La nouvelle exposition, inaugurée en septembre 2015 et présentée aux Rendez-vous de l'Histoire à Blois (9-11 octobre), s'intitule *Nous les Seine-et-Marnais, histoires d'une population en mouvement (XIX^e - XX^e siècles)*. Elle présente l'histoire des Seine-et-Marnais de la création du département en 1790 à nos jours. Elle s'organise en trois volets :



- « **La galerie de portraits** » présente des parcours individuels, familiaux et collectifs de différents Seine-et-Marnais (ouvriers, grands propriétaires, itinérants, artistes, exilés, soldats, etc.).
- « **Parcours de population en mouvement** » apporte des éclairages sur des points inhérents aux mouvements de population en Seine-et-Marne (accueil, solidarité, enregistrement de l'identité, naturalisation, surveillance, rejet, etc.).
- « **Seine-et-Marnais d'aujourd'hui, qui sommes-nous ?** » présente les grandes caractéristiques (chiffres, lieu de vie, lieu de travail, mobilité, etc.) de la population seine-et-marnaise d'aujourd'hui.

Utilisant la reproduction de documents d'archives variés (cartes postales, portraits, plans, affiches, coupures de presse, photographies, diffusion d'une vidéo), ainsi que des fac-similés, l'exposition se veut vivante et dynamique. Un travail spécifique a été réalisé dans ce sens avec le prestataire retenu pour réaliser la scénographie.

L'exposition peut aussi être visitée hors temps scolaire : durant les vacances scolaires, associations, bibliothèques, centres aérés, maisons de retraite peuvent demander le prêt du véhicule. Le responsable du véhicule forme alors les bénévoles qui prennent en charge le *Mobil'Histoire*.

Bien qu'il ne puisse de par sa structure répondre totalement à la Charte handicap, tout est cependant fait pour en faciliter l'accès et la compréhension :

- Une rampe permet l'accès aux personnes à mobilité réduite.
- Des clous podotactiles au sol matérialisent le cheminement et identifient l'accès.
- La taille des lettres et la hauteur des panneaux tiennent compte des normes AFNOR ophtalmologiques et de la lecture à partir d'un fauteuil.
- Une brochure, à l'entrée de l'exposition met les textes des panneaux en gros caractères à la disposition du public.
- Des innovations technologiques permettent d'écouter individuellement les témoignages enregistrés. Un réseau Wifi est accessible gratuitement aux personnes équipées de smartphones afin de pouvoir écouter les enregistrements des textes des panneaux.
- L'association texte/image est respectée.
- La luminosité est étudiée pour faciliter la lecture.
- Les témoignages vidéo diffusés sont sous-titrés.
- Un plan simple de l'exposition et de son sens de lecture est à disposition à l'entrée du véhicule. Il présente l'espace de visite et prépare les personnes handicapées mentales et psychiques au fait qu'il s'agit d'un espace réduit, clos, sans fenêtre et présentant des panneaux colorés, du son et de la vidéo.

En 2015, le *Mobil'Histoire* a accueilli environ **1 563 élèves** dont 298 primaires et 1 265 collégiens. Il a pu ainsi se rendre dans 10 communes.

Commune	Établissement visité	Dates	Classes / Nombre d'élèves	
Pontault-Combault	Collège Condorcet	5 au 9 janvier 2015	6 ^e à 3 ^e	210
Fontaine-le-Port	École primaire	16 au 20 mars 2015	CM2	50
Villecerf	École Primaire	23 au 27 mars 2015	CE1 à CM2	75
Chelles	Collège Beau Soleil	30 au 02 mars 2015	6 ^e à 3 ^e	350
Le Chatelet-en-Brie	École primaire	7 au 10 avril 2015	CE2 à CM2	100
Montereau-Fault-Yonne	Collège Paul Eluard	du 13 au 17 avril 2015	SEGPA 5 ^e -4 ^e -3 ^e	165
Sous-Total				950
Nandy	Collège Robert Buron	21 au 25 septembre 2015	6 ^e à 3 ^e	100
La Chapelle la Reine	Collège Blanche de Castille	2 au 6 novembre 2015	6 ^e à 3 ^e	150
Thieux	École primaire	9 au 13 novembre 2015	CE1 à CM2	73
Pontault-Combault	Collège Condorcet	16 au 20 novembre 2015	6 ^e à 3 ^e	140
Nemours	Collège Honoré de Balzac	7 au 11 décembre 2015	6 ^e à 3 ^e	150
Sous-Total				613
Total				1563

Jaune : visites de l'exposition « Des machines et des hommes : l'industrialisation de la Seine-et-Marne ».

Bleu : visites de l'exposition « Nous, les Seine-et-Marnais. Histoires d'une population en mouvement ».



Des machines et des hommes :
l'industrialisation de la Seine-et-Marne



Nous, les Seine-et-Marnais.
Histoires d'une population en mouvement

Autres publics			
Dammarie-lès-Lys	Journée académique	7 octobre 2015	12
Blois	Rendez-vous de l'histoire	9 au 11 octobre 2015	339
Bombon	Maison de retraite	26 au 30 octobre 2015	100
Thieux	Mairie	9 au 13 novembre 2015	100
Total			551

Au total, le *Mobil'Histoire* a été visité par **2 114** personnes au cours de l'année 2015.

5.3.5. Les P.E.77

Les Archives départementales participent chaque année à la commission d'attribution des Projets Éducatifs 77 (P.E.77) organisés par le Conseil départemental et accueillent certaines classes qui participent à ces projets.

En 2015, une classe de 3^e du Collège Pierre de Montereau est venue aux Archives départementales dans le cadre du projet « *Centenaire de la Grande Guerre : être passeur de mémoire et acteur de l'Histoire* ». 26 élèves ont participé à cet atelier.

D'autres projets éducatifs étaient prévus, mais ont dû être annulés suite aux attentats.

5.3.6. Le Professeur relais

Les professeurs relais sont des enseignants nommés par le Rectorat, pour une année renouvelable, auprès des services éducatifs d'institutions culturelles. Les Archives départementales de Seine-et-Marne bénéficient d'une telle mise à disposition à raison d'un jour par semaine (jeudi). Il travaille en étroite collaboration avec l'équipe du pôle médiation.

D'après sa lettre de mission, son rôle consiste à :

- ✓ Informer le milieu scolaire des activités et des ressources proposées par l'institution culturelle et promouvoir sa fréquentation par les enseignants et leurs élèves. À ce titre, il utilise les sites Internet académiques (délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle, sites disciplinaires des inspections académiques), ou intervient directement auprès des établissements.
- ✓ Concevoir et mettre en place un programme d'activités culturelles adapté au public scolaire et utile à la mise en œuvre des projets formulés par les professeurs dans le cadre des programmes d'enseignement ou de l'accompagnement éducatif. Cette année, il a organisé une rencontre académique en octobre autour du *Mobil'Histoire77* afin de promouvoir l'outil. Il correspond également avec les enseignants en vue de leur donner des conseils et de les renseigner sur certaines recherches dans les fonds d'archives.
- ✓ Contribuer à la conception et à la mise en œuvre des actions de formation initiale et continue à l'intention des enseignants du premier et du second degré dans le cadre des formations disciplinaires et interdisciplinaires, en concertation avec les autorités compétentes, qu'il s'agisse des services rectoraux ou des universités. Il a ainsi participé au séminaire « Enseigner la défense » le 10 février 2015 à l'Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD) en présentant une communication sur le thème « Enseigner la Libération avec les Archives départementales de Seine-et-Marne ».
- ✓ Produire et mettre à disposition des ressources pédagogiques : documents, dossiers thématiques en lien avec les programmes d'enseignement, mallettes pédagogiques, expositions itinérantes, etc. En 2015, il a participé à la conception de la nouvelle exposition du *Mobil'Histoire*. Pour promouvoir l'outil, il a organisé avec les médiatrices du Service des Publics une journée académique autour de la nouvelle exposition qui a réuni 12 professeurs. Il a mis également en ligne des fiches pédagogiques sur le site Internet dans une nouvelle rubrique intitulée « Les dossier du professeur relais ». Deux fiches ont été rédigées : « *La Seconde Guerre mondiale, une guerre d'anéantissement : le bombardement de Tournan-en-Brie du 22 juin 1944* » et « *La Campagne des V (1941-1945)* ».

5.4. Public universitaire

Depuis 2005, pour soutenir la recherche universitaire et favoriser l'utilisation et la valorisation des fonds documentaires conservés aux Archives départementales, le Département attribuait chaque année une aide à des étudiants de doctorat. Ces derniers signaient une convention de trois ans et bénéficiaient d'une bourse annuelle de 800 €, ainsi que d'un accompagnement scientifique. Au terme de leur recherche, ils déposaient leur mémoire aux Archives départementales.

Deux dossiers, validés en 2013, ont reçu en 2015 le dernier versement annuel de leur bourse :

- **Gwendoline Torterat**, étudiante en doctorat à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense / Besançon : « *L'archéologie en pratique, politiques patrimoniales,*

circulation du savoir scientifique et mise en présence du passé : le cas d'un chantier de fouille en France : Ormesson – Seine-et-Marne. »

- **Mariana Tournon**, étudiante en doctorat à l'Université Paris Est-Créteil : « *Démolir les grands ensembles : émergence et légitimation d'un outil de transformation urbaine (années 1980/2000)* ».

Cette aide n'est pas reconduite en 2016 et ces deux projets de recherches sont donc les derniers à avoir été aidés par ce dispositif.

5.5. Conférences et interventions extérieures

Le cycle des « **Rendez-vous du mardi** » de la saison culturelle 2014-2015, intitulé : « *La mode, quelle allure !* » s'est poursuivi avec :

- *Les tisserands indiens de Thieux*, par Douglas Gressieux, président de l'association « Les Comptoirs de l'Inde », le 13 janvier.
- *L'uniforme au XIX^e siècle : une fabrique du masculin*, par Odile Roynette, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté, le 10 février.
- *La dernière mode de Stéphane Mallarmé*, par Hervé Joubaux, conservateur du musée départemental Stéphane Mallarmé, le 17 mars.
- *L'évolution de l'uniforme du gendarme*, par la Capitaine Elinor Boularand, le 07 avril.
- *Uniformes de la Grande Guerre*, par Jean-Pierre Verney, collectionneur, historien et conseiller technique au musée de la Grande guerre, le 14 avril.
- *La mode sous l'occupation*, par Marie-Laure Gutton, responsable du département accessoires, palais Galliera, musée de la mode de la Ville de Paris, le 19 mai.
- *Au bonheur des Archives : le grand défilé*, par Isabelle Rambaud, directrice des Archives départementales de Seine-et-Marne, Cécile Fabris, sous-directrice des Archives départementales de Seine-et-Marne et Catherine Jacq, chef du Service des Publics, le 16 juin.

332 personnes ont assisté à l'ensemble de ces conférences.



Le cycle des « **Rendez-vous du mardi** » de la saison culturelle 2015-2016, intitulé : « *Musiciens en Seine-et-Marne !* » a débuté avec :

- « *François Couperin* », par Olivier Baumont, le 17 novembre.
- « *Olivier Métra, compositeur* », Yvon Dupart, président de l'association « Les amis de Musidora », le 8 décembre.

142 personnes ont assisté à ces conférences.

Un nouveau cycle a été inauguré en 2015 : les « **Rendez-vous de l'Histoire** » mettent à l'honneur des auteurs et historiens et leurs derniers ouvrages ou travaux publiés liés à l'histoire de la Seine-et-Marne et aux documents conservés aux Archives départementales.

Le cycle a débuté avec :

- Jérôme Weinhard : *Le traitement administratif des Gens du voyage en France : deux siècles de législation spécifique (1789-2013)*, le 8 septembre.
- Gérard Geist : *La vie rurale en Brie, du Moyen Âge à nos jours*, le 15 septembre.
- Emmanuel de Waresquiel : *Fouché, les silences de la pieuvre*, le 13 octobre.
- Maxime Hermant : *Provins, une ville moyenne en révolution entre la capitale et la frontière*, le 24 octobre.

239 personnes ont assisté à ces conférences



La participation totale aux conférences de 2015 s'élève donc à **713** personnes. Il faut également rappeler que depuis le cycle 2010/2011, un partenariat avec la Médiathèque de Meaux double les conférences des Rendez-vous du mardi par une seconde séance tenue à Meaux. Ce partenariat permet au public du nord du département de profiter plus facilement de cette programmation.

La communication autour des Rendez-vous du mardi se matérialise par :

- Un dépliant de présentation.
- Une actualité sur le Site Internet et la page Facebook des Archives départementales.
- Une brève dans *Seine-et-Marne magazine*.
- Une brève sur le site *Handistrict*.
- Une actualité sur l'intranet départemental *Sésame*.

La réservation obligatoire s'effectue par courriel, téléphone ou via le formulaire en ligne.

Les interventions du Service des Publics à l'extérieur en 2015 se sont déployées vers :

- 8 février 2015 : participation au salon de généalogie de Brie-Comte-Robert.
- 19 septembre 2015 : présentation de la nouvelle exposition « *Nous, les Seine-et-Marnais* » lors des Journées Européennes du Patrimoine sur le parvis de l'Hôtel de Département avec l'ensemble de l'équipe du pôle Médiation.
- 8 au 11 octobre 2015 : présentation de la nouvelle exposition « *Nous, les Seine-et-Marnais* » lors des Rendez-vous de l'Histoire de Blois en présence de la sous-directrice du secteur « Communication et publics », du chef du Service des publics, du responsable technique du *Mobil'Histoire* et d'une des médiatrices culturelles, ces deux derniers ayant assuré l'accueil des publics et la vente de publications.

La valorisation des archives passe également par une formation en paléographie assurée par la sous-directrice du secteur « Conservation et collections » : un cycle de dix séances est organisé durant l'année scolaire. Le cycle 2014-2015 a rassemblé 14 élèves de niveau intermédiaire. Quant au cycle 2015-2016, il regroupe 18 élèves de niveau débutant.

La sous-directrice du secteur « Conservation et collections » a par ailleurs assuré une formation d'une journée aux élèves du master « Gestion de l'archivage » de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines concernant la thématique « Évaluation et sélection ».

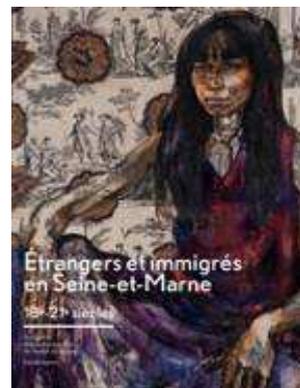
5.6. Partenariats et publications

5.6.1. Partenariats

Trois partenariats importants ont été développés en 2015 avec les acteurs suivants :

- L'association « **Génériques** » pour l'édition d'un dossier, fruit d'une collaboration entre la Directrice des Archives départementales, le chef du Service des publics, et l'historien Ilsen About de l'association Génériques. Ce dossier, « *Étrangers et immigrés en Seine-et-Marne, 18^e-21^e siècles* », présente une série de notices documentaires centrées sur des localités ou des personnages emblématiques du département.

Ce travail fait suite aux travaux et recherches entrepris à l'occasion de la nouvelle exposition mise en place dans le *Mobil'Histoire*. Cette brochure subventionnée par le Conseil départemental a été imprimée à 500 exemplaires. Elle est également consultable sur le site odysseo.generiques.org.



- La **Société de production du E.F.F.A.** en vue de la réalisation d'un web-documentaire « La Renarde » – pour lequel une convention a été signée en juin 2014.

Ce webdocumentaire interactif évoquant l'histoire de la famille Boisard, de Cocherel, en particulier durant la Grande guerre, devrait paraître en 2016. Le récit cinématographique repose sur un double principe : une interprétation esthétique et poétique de l'histoire familiale avec en second plan un éclairage scientifique par des historiens et des experts.

- **NotreFamille.com**, dans le cadre de la réutilisation des données publiques. En octobre 2014, cette société a sollicité le Département afin de pouvoir réutiliser des données d'état civil et de recensements en vue de leur édition en ligne, complétée de services généalogiques (indexation accessible sur abonnement payant). Au terme de la négociation menée et de la signature d'une convention le 9 juillet 2015, la société NotreFamille.com s'est engagée à régler 50 000 euros de façon échelonnée sur 10 ans pour la fourniture et la réutilisation de :

- État civil : registres des actes de naissances, mariages et / ou décès dont la date de clôture est supérieure ou égale à 1792 et inférieure ou égale à 1893, soit 6 158 cotes représentant une estimation de 1 160 015 vues.
- Recensements : listes nominatives des dénombremens ou recensements de population de 1836 à 1911, soit 464 cotes représentant une estimation de 122 043 vues.

Soit un total estimé de 1 282 058 vues.

Le Département a en effet considéré qu'il est de l'intérêt général que les activités culturelles et économiques puissent se développer de manière équilibrée. Il importe en outre de rappeler que les généalogistes peuvent poursuivre leurs recherches à titre gratuit en utilisant la base de données en ligne qui est mise à leur disposition sur internet par les Archives départementales (sans indexation). Enfin, la société NotreFamille.com s'est engagée à inscrire un lien renvoyant des images indexées par ses soins à la base départementale et à permettre l'accès gratuit à sa base de données nominative en salle de lecture des Archives départementales.



Signature de la convention le 9 juillet en présence de Patrick Septiers, vice-président du Conseil départemental chargé de la culture et du patrimoine, Isabelle Rambaud, directrice des Archives départementales, et Toussaint Roze, PDG et fondateur du groupe Genealogie.com

5.6.2. Publications

Les Archives se sont impliquées dans la valorisation éditoriale avec plusieurs contributions de leur directrice dont :

- Un article sur « *l'Antiphonaire de l'abbaye Saint-Séverin de Château-Landon, des fleurs, des rubans et des cœurs* » à paraître et à mettre en ligne sur le site des Archives.
- *Monuments de Seine-et-Marne (2008-2014)*, publication éditée par le Congrès archéologique de France avec la préface, « *La Seine-et-Marne, terre monumentale* » (p. 11-14), et un article spécifique sur *le château de Coulommiers* (p. 101-109).

PERSPECTIVES 2016

Les chantiers à mener en 2016 porteront principalement sur :

- La gestion des suites de la crise sanitaire, que ce soit en interne pour le dépoussiérage et reconditionnement des collections, en partenariat pour l'accompagnement des travaux et déménagements à venir, ou vis-à-vis du public avec l'adaptation des conditions de communication.
- La mise en œuvre du *Projet Scientifique et Culturel*.
- L'accompagnement des services producteurs à la prise en compte des enjeux du records management et de l'archivage électronique (formation à l'archivage, suivi des projets de dématérialisation).
- L'accompagnement des réformes institutionnelles, notamment pour les intercommunalités.
- La prise en compte de toutes les conséquences pour les services d'archives des modifications de la législation (loi pour une République numérique ; code des relations entre le public et l'administration ; loi relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public ; règlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ; etc.).
- La valorisation des archives et particulièrement leur implication dans les projets d'envergure nationale : portail de sites et indexation des registres matricules.

Isabelle RAMBAUD
Conservatrice générale du patrimoine
Directrice des Archives départementales de Seine-et-Marne

Sommaire

INTRODUCTION	1
1- MOYENS	3
1.1. Moyens financiers	3
1.2. Personnel	3
1.3. Bâtiment	4
2- COLLECTIONS	5
2.1. Accroissements	5
2.2. Traitements	10
2.2.1. Classement et description	10
2.2.2. Conservation, restauration	12
2.3. Informatisation et numérisation	19
2.3.1. Informatisation	19
2.3.2. Numérisation et reproductions	20
2.3.3. Archives électroniques	20
2.4. Service GAIA	21
2.4.1. Moyens financiers	21
2.4.2. Personnel	21
2.4.3. Actions menées en 2015	21
2.4.4. Partenariat	22
3- CONTRÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET RECORDS MANAGEMENT	23
3.1. Éliminations	23
3.2. Inspections	23
3.2.1. Communes	23
3.2.2. Agréments d'entreprises	24
3.3. Visites et conseils	24
3.3.1. Les producteurs	24
3.3.2. Rencontre annuelle des archivistes communaux et intercommunaux	24
3.4. Records management	25
4- MISSIONS TERRITORIALES	26
4.1. Aide aux communes	26
4.2. Aide aux associations	27
4.2.1. Aide au fonctionnement	27
4.2.2. Aide aux projets	28
4.2.3. Journée de rencontre annuelle avec les associations	29
5- Action scientifique et culturelle	30
5.1. Accueil du public en salle de lecture, communications, recherches	30
5.2. Site Internet	33
5.2.1. Évolution du site	33
5.2.2. Fréquentation du site	34
5.3. Public scolaire	38
5.3.1. Les ateliers pédagogiques	38
5.3.2. Les ateliers « famille »	40
5.3.3. Les malles pédagogiques et les expositions itinérantes	40
5.3.4. L'exposition itinérante du « Mobil'Histoire77 »	42
5.3.5. Les P.E.77	44
5.3.6. Le Professeur relais	44
5.4. Public universitaire	45
5.5. Conférences et interventions extérieures	46
5.6. Partenariats et publications	48
5.6.1. Partenariats	48
5.6.2. Publications	49
PERSPECTIVES 2016	50